

Arrêté Portant sur  
l'Organisation Relative au  
Temps de Travail

A.P.O.R.T.T.



Version du 24-01-18

## SOMMAIRE

	page
<b>Arrêté portant sur l'organisation relative au temps de travail.....</b>	<b>6</b>
<b>TITRE -I- DISPOSITIONS GENERALES .....</b>	<b>6</b>
<b>Chapitre 1<sup>er</sup> - Principes généraux du temps de travail.....</b>	<b>6</b>
Section 1 - Définition du temps de travail .....	6
Section 2 - Les différents types de régimes de travail .....	6
Section 3 - La durée annuelle du temps de travail.....	7
Section 4 - L'aménagement et la réduction du temps de travail.....	7
Section 5 - Les dispositions particulières de la durée annuelle de travail .....	7
Section 6 - Le travail de nuit .....	7
Section 7 - La durée moyenne de travail hebdomadaire maximale.....	8
 <b>Chapitre 2 - Principes généraux des repos obligatoires .....</b>	<b>8</b>
Section 1 – Définition du repos journalier et hebdomadaire .....	8
Section 2 – Détermination du départ des périodes de référence de ces repos .....	9
Section 3 – Le temps de pause en régime cyclique et en régime hebdomadaire continu et le temps d'interruption de service en régime hebdomadaire .....	9
 <b>TITRE -II- ORGANISATION DES REGIMES DE TRAVAIL ET DES DROITS A CONGES.....</b>	<b>10</b>
<b>Chapitre 1 - Régimes hebdomadaires .....</b>	<b>10</b>
Section 1 - Les différents régimes hebdomadaires .....	10
Sous-section 1 – La journée de travail avec interruption de service.....	10
Sous-section 2 – La journée de travail sans interruption de service .....	10
Section 2 - Les volumes horaires des régimes hebdomadaires.....	10
Sous-Section 1 - Régime hebdomadaire à 40h30 .....	11
Sous-Section 2 - Régime hebdomadaire à 39h25 .....	11
Sous-Section 3 - Régime hebdomadaire à 39h00 .....	12
Sous-Section 4 - Régimes hebdomadaire à 38h00.....	12
Section 3 - La prise de service décalée.....	13
Section 4 - Les horaires variables .....	13
Section 5 - Le télétravail.....	13
 <b>Chapitre 2 - Régimes cycliques.....</b>	<b>14</b>
Section 1 - Rythmes de travail.....	14
Section 2 - Les cycles de travail en vigueur et leurs modalités d'application.....	14
Sous-Section 1 - Le cycle de travail en 4/2 .....	15

<b>Sous-Section 2</b> - Le cycle de travail en 4/2 compressé .....	15
<b>Sous-Section 3</b> - Le cycle de travail en 2/2 – 3/3 – 2/2/3/2/2/3 en vacation de 11h08.....	16
<b>Sous-Section 4</b> - Le cycle de travail en 2/2 – 3/3 – 2/2/3/2/2/3 en vacation de 12h08.....	16
<b>Sous-Section 5</b> - Le cycle de travail en vacation forte .....	17
<b>Sous-Section 6</b> - Le cycle de travail 4/2 pour les unités cynotechniques légères (UCL) .....	17
<b>Section 3</b> – La prise de service décalée .....	18
 <b>Chapitre 3 - Les différents droits à congés et repos.....</b>	<b>18</b>
<b>Section 1</b> - Dispositions particulières en régime cyclique : crédit férié .....	18
<b>Section 2</b> - Dispositions communes aux régimes cyclique et hebdomadaire .....	18
<b>Sous-Section 1</b> – Les congés annuels .....	19
<b>Sous-Section 2</b> – Les jours de fractionnement.....	19
<b>Sous-Section 3</b> – Les aménagements de la réduction du temps de travail (ARTT) .....	19
<b>Sous-Section 4</b> - Les repos spécifiques de pénibilité (RSP) .....	19
<b>Section 3</b> - Marge d’adaptation spécifique (MAS).....	20
<b>Section 4</b> – Autres congés et absences .....	20
 <b>TITRE -III- LES SERVICES SUPPLEMENTAIRES .....</b>	<b>21</b>
<b>Chapitre 1 - Le principe du service supplémentaire .....</b>	<b>21</b>
<b>Section 1</b> - Le régime de permanence.....	21
<b>Section 2</b> - Le cadre et régime de compensation de la permanence .....	21
<b>Section 3</b> - Le régime d’astreinte.....	22
<b>Section 4</b> - Le rappel au service.....	23
<b>Section 5</b> - Le dépassement horaire .....	25
<b>Section 6</b> - Les modalités de récupération des heures supplémentaires .....	25
<b>Section 7</b> - Principe d’indemnisation des heures supplémentaires .....	26
<b>Section 8</b> – Les agents à temps partiel.....	26
 <b>TITRE -IV- LES EXCEPTIONS ET LES DEROGATIONS.....</b>	<b>27</b>
<b>Chapitre 1 – Les dérogations aux temps de travail et de repos.....</b>	<b>27</b>
<b>Section 1</b> - Principes généraux liés aux dérogations .....	27
<b>Section 2</b> – Le corps de conception et de directions et les agents article 10 Du décret 2000-815 du 25 août 2000.....	27
<b>Section 3</b> - Les dérogations dues aux circonstances exceptionnelles .....	27
<b>Sous-Section 1</b> - En cas d’événement d’une particulière gravité.....	27
<b>Sous-Section 2</b> - En cas d’événements d’une gravité exceptionnelle et durables .....	28



## **ARRETE PORTANT SUR L'ORGANISATION RELATIVE AU TEMPS DE TRAVAIL**

Le ministre d'Etat, ministre de l'intérieur,

Vu la Directive 2003/88/CE du parlement européen et du Conseil du 4 novembre 2003 concernant certains aspects de l'aménagement du temps de travail ;

Vu le code de la sécurité intérieure, notamment les articles R.434-3 et R.434-15 ;

Vu la loi organique n° 2001-692 du 1er août 2001 modifiée relative aux lois de finances ;

Vu l'article 2 de la loi n° 48-1504 du 28 septembre 1948 modifiée relative au statut spécial des personnels de police ;

Vu la loi n° 66-492 du 9 juillet 1966 portant organisation de la police nationale ;

Vu la loi n° 83-634 du 13 juillet 1983 modifiée portant droits et obligations des fonctionnaires, ensemble la loi n° 84-16 du 11 janvier 1984 modifiée portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique de l'Etat ;

Vu la loi n° 2000-494 du 6 juin 2000 modifiée portant création d'une Commission nationale de déontologie de la sécurité ;

Vu le décret n°61-1066 du 26 septembre 1961 instituant une indemnité journalière d'absence temporaire en faveur des personnels des compagnies républicaines de sécurité se déplaçant en unité ou fraction d'unité dans les départements métropolitains et les départements d'outre-mer.

Vu le décret n° 84-972 du 26 octobre 1984 relatif aux congés annuels des fonctionnaires de l'Etat ;

Vu le décret n° 2013-728 du 12 août 2013 portant organisation de l'administration centrale du ministère de l'intérieur et du ministère des outre-mer ;

Vu le décret n° 86-83 du 17 janvier 1986 modifié relatif aux dispositions générales applicables aux agents non titulaires de l'Etat pris pour l'application de l'article 7 de la loi n° 84-16 du 11 janvier 1984 portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique de l'Etat ;

Vu le décret n°87-389 du 15 juin 1987 relatif à l'organisation des services d'administration centrale ;

Vu le décret n° 95-654 du 9 mai 1995 modifié fixant les dispositions communes applicables aux fonctionnaires actifs des services de la police nationale ;

Vu le décret n° 2000-800 du 24 août 2000 modifié relatif aux adjoints de sécurité recrutés en application de l'article 36 de la loi n° 95-73 du 21 janvier 1995 d'orientation et de programmation relative à la sécurité ;

Vu le décret n° 2000-815 du 25 août 2000 modifié relatif à l'aménagement et à la réduction du temps de travail dans la fonction publique de l'Etat ;

Vu le décret n° 2002-819 du 3 mai 2002 modifié relatif aux modalités de rémunération ou de compensation des astreintes des personnels de la police nationale ;

Vu le décret n°2002-1279 du 23 octobre 2002 portant dérogations aux garanties minimales de durée du travail et de repos applicables aux personnels de la police nationale.

Vu le décret n°2017-109 du 30 janvier 2017 modifiant le décret n°2002-1279 du 23 octobre 2002 portant dérogations aux garanties minimales de durée du travail et de repos applicables aux personnels de la police nationale ;

Vu le décret n° 2004-455 du 27 mai 2004 portant création d'une allocation de service allouée aux fonctionnaires du corps de conception et de direction de la police nationale et aux commandants de police chefs de circonscription de sécurité publique, de service ou d'unité organique ;

Vu le décret n° 2004-1439 du 23 décembre 2004 modifié portant statut particulier du corps d'encadrement et d'application de la police nationale ;

Vu le décret n° 2005-716 du 29 juin 2005 modifié portant statut particulier du corps de commandement de la police nationale ;

Vu le décret n° 2005-939 du 2 août 2005 modifié portant statut particulier du corps de conception et de direction de la police nationale ;

Vu le décret n°2016-151 du 11 février 2016 relatif aux conditions et modalités de mise en œuvre du télétravail dans la fonction publique et la magistrature ;

Vu l'arrêté du 20 octobre 1995 pris pour l'application de l'article 28 du décret n° 95-654 du 9 mai 1995 fixant les dispositions communes applicables aux fonctionnaires actifs des services de la police nationale ;

Vu l'arrêté du 3 mai 2002 modifié pris pour l'application dans la police nationale des articles 1er, 4, 5 et 10 du décret n° 2000-815 du 25 août 2000 relatif à l'aménagement et à la réduction du temps de travail dans la fonction publique de l'Etat ;

Vu l'arrêté du 3 mai 2002 pris pour l'application de l'article 5 du décret n° 2002-819 du 3 mai 2002 relatif aux modalités de rémunération ou de compensation des astreintes des personnels de la police nationale ;

Vu l'arrêté du 18 octobre 2002 relatif aux cycles de travail applicables dans la police nationale ;

Vu l'arrêté du 15 avril 2008 modifiant l'arrêté du 6 juin 2006 modifié portant règlement général d'emploi de la police nationale ;

Vu l'arrêté du 30 septembre 2011 relatif aux modalités d'exécution du service des unités et services relevant de la direction centrale des compagnies centrales de sécurité ;

Vu l'arrêté du 02 mars 2017 portant application du décret n°2016-151 du 11 février 2016 fixant les modalités de mise en œuvre du télétravail au sein des ministères de l'intérieur et des outre-mer ;

Vu l'instruction du 17 octobre 2007 fixant les modalités d'organisation du travail des personnels administratifs, adjoints techniques et ouvriers d'Etat spécialité cuisinier affectés dans les compagnies républicaines de sécurité ;

Vu la circulaire DRCPN n°14/052 relative au plan prévisionnel annuel des départs en congés ;

Vu l'avis du comité technique xxxx de la police nationale en date du xxxxx ;

Le comité technique paritaire DGSI étant par ailleurs informé ;

## **ARRETE**

**Article 1<sup>er</sup>** : Les dispositions du présent arrêté s'appliquent à l'ensemble des personnels affectés sur le périmètre de la police nationale, quel que soit leur corps d'appartenance à l'exclusion des personnels actifs, ainsi que des personnels administratifs, techniques et ouvriers d'Etat spécialité « cuisinier » relevant de la direction centrale des compagnies républicaine de sécurité qui ne sont concernés que par les dispositions des titres I et IV.

**Article 2** : Dans le respect des normes fixées dans ce présent arrêté, les modalités d'organisation des régimes hebdomadaires et cycliques retenues par chaque service, quel que soit son échelon territorial, doivent, après accord préalable de la direction d'emploi, faire l'objet d'une consultation devant le comité technique compétent.

## **TITRE -I-**

### **DISPOSITIONS GENERALES**

**Article 3** : Les dispositions de ce présent titre vise l'ensemble des personnels de la police nationale en application du décret 2002-1279 du 23 octobre 2002 modifié.

## **Chapitre 1<sup>er</sup>**

### **Principes généraux du temps de travail**

#### **Section 1**

##### **Définition du temps de travail**

**Article 4** : Conformément à l'article 2 du décret 2000-815 du 25 août 2000, relatif à l'aménagement et la réduction du temps de travail dans la fonction publique de l'Etat et la magistrature, la durée de travail effectif s'entend comme le temps pendant lequel les agents sont à disposition de leur employeur et doivent se conformer à ses directives sans pouvoir vaquer librement à des occupations personnelles.

Le temps d'habillage et de déshabillage n'est pas considéré comme un temps de travail.

**Article 5** : Le temps de travail effectué doit être comptabilisé pour chaque agent et faire l'objet d'un suivi régulier par ce dernier et le supérieur hiérarchique qui doivent disposer soit d'un accès direct soit un état récapitulatif. Ce suivi fera l'objet d'un entretien entre le chef de service et l'agent au moins une fois par an.

#### **Section 2**

##### **Les différents types de régimes de travail**

**Article 6** : Les personnels visés à l'article 1 exercent leur activité selon l'un des régimes de travail précisés dans le présent arrêté, pris en conformité du décret n°2002-1279 du 23 octobre 2002 modifié. Ainsi, ils peuvent relever, soit du régime hebdomadaire, calqué sur la semaine civile, soit du régime cyclique, dont le déroulement s'opère de manière continue, par équipes successives de jour et de nuit, dimanches et jours fériés.

### Section 3

#### La durée annuelle du temps de travail

**Article 7 :** La durée annuelle de travail en vigueur dans la fonction publique de l'Etat, fixée à 1 607 heures s'applique à tous les personnels de la police nationale travaillant en régime hebdomadaire ou en régime cyclique, sans préjudice des heures supplémentaires susceptibles d'être effectuées.

Cette durée s'apprécie après déduction des repos hebdomadaires ou de cycle, des congés annuels, des jours fériés et des jours ARTT.

La durée annuelle de travail peut être réduite après déduction de certains droits notamment, les repos de pénibilité spécifique et les compensations majorées.

### Section 4

#### L'aménagement et la réduction du temps de travail

**Article 8 :** Les personnels relevant de la police nationale, quel que soit le régime de travail dont ils dépendent, bénéficient d'un crédit annuel de repos compensateurs d'aménagement et réduction du temps de travail, dits jours ARTT, dont certains peuvent être indemnisés selon la réglementation en vigueur.

### Section 5

#### Les dispositions particulières de la durée annuelle de travail

**Article 9 :** La durée annuelle de travail est réduite de certains jours liés aux particularismes historiques et régionaux : le 26 décembre et le Vendredi saint pour les départements de la Moselle, du Bas-Rhin et du Haut-Rhin, le jour de commémoration de l'abolition de l'esclavage dans les départements de la Guadeloupe (le 27 mai), de la Guyane (le 10 juin), de la Martinique (le 22 mai), de La Réunion (le 20 décembre) et de Mayotte (le 27 avril).

### Section 6

#### Le travail de nuit

**Article 10 :** La période nocturne couvre l'intervalle compris entre 21 heures et 6 heures.

Est considéré comme travailleur de nuit, tout agent positionné sur un régime hebdomadaire ou cyclique, adopté après avis du comité technique, qui accomplit, hors services supplémentaires :

- soit, selon son horaire de travail habituel, au minimum 3h00 dans la période nocturne, à raison de deux fois par semaine au moins,
- soit, selon son horaire de travail habituel, un nombre minimal d'heures de travail de nuit de 270h00 sur une année civile.

Le temps de travail des personnels définis comme travailleurs de nuit selon les conditions visées ci-dessus ne doit pas dépasser huit heures en moyenne par 24 heures, calculée sur une période de trois mois civils :

Nombre d'heures travaillées dans le trimestre sur la période nocturne (21h-6h)
--

$\frac{\text{nb de jours du trimestre} \times (6 / 7)}{\text{Le 6/7 correspond à un jour de repos déduit tous les 7 jours en référence à l'annualisation du temps de travail}}$
---

Si le suivi du temps de travail de l'agent détermine que la moyenne s'avère supérieure à 8 heures, l'agent sera obligatoirement positionné en repos avant la fin du trimestre concerné pour respecter la norme, en imposant la prise d'heures supplémentaires acquises sur cette période.

## Section 7

### La durée moyenne de travail hebdomadaire maximale

**Article 11:** La durée moyenne de travail pour chaque période de sept jours ne doit pas excéder quarante-huit heures, services supplémentaires compris, calculée sur le semestre de l'année civile.

Les plages de travail effectuées, sans application de majorations éventuelles, sont additionnées et comparées au volume semestriel maximum règlementaire : 1 241h09 pour le 1<sup>er</sup> semestre (1 248h00 en année bissextile) et 1 261h43 pour le second semestre -données théoriques hors prises de congés-.

1241h09 = à : 48h00 / 7 jours que compte 1 semaine = 6h51'26 x 181 jours que compte le 1<sup>er</sup> semestre (année bissextile : 6h51'26 x 182 = 1248h00).

1261h43 = à : 48h00 / 7 jours que compte 1 semaine = 6h51'26 x 184 jours du 2<sup>nd</sup> semestre.

La moyenne hebdomadaire de travail, services supplémentaires compris, est calculée en excluant les congés annuels et les congés maladies de toute nature.

La règle de calcul suivante permet d'établir cette moyenne hebdomadaire, pour un agent travaillant à temps complet ou à temps partiel, quel que soit son régime de travail :

$\frac{\text{Nombre d'heures travaillées durant le semestre}}{(\text{nb de jours du semestre}) - (\text{nb de CA} + \text{nb de congé maladie})} \times 7$
--

Pour rappel, le premier semestre comporte 181 jours (182 pour les années bissextiles) et le second semestre, 184 jours.

Si le suivi du temps de travail de l'agent détermine que la moyenne s'avère supérieure à 48 heures sur le semestre civil, l'agent sera obligatoirement positionné en repos avant la fin du semestre concerné pour respecter la norme, en imposant la prise d'heures supplémentaires acquises sur cette période (ou sur la marge d'adaptation spécifique -MAS- pour les personnels concernés) (voir article 50).

## Chapitre 2

### Principes généraux des repos obligatoires

#### Section 1

#### Définition du repos journalier et hebdomadaire

**Article 12 :** Tout agent bénéficie, au cours de chaque période de 24 heures, d'une période de repos journalier de onze heures consécutives qui succède directement à une période de travail.

**Article 13 :** Les agents bénéficient par principe, au cours de chaque période de sept jours, d'un repos hebdomadaire constitué d'un repos légal (RL) et d'un repos compensateur (RC).

Dans ce cadre, il est garanti un repos de 35h00 minimum (24 heures + 11 heures de repos journalier) tous les sept jours.

Le repos de 35 heures peut être réduit à 24 heures si des conditions objectives techniques ou d'organisations du travail le justifient.

## **Section 2**

### **Détermination du départ des périodes de références de ces repos**

**Article 14 :** Le début de la période des 24 heures à prendre en compte pour le calcul du repos journalier, en régime cyclique ou hebdomadaire commence à la prise de service effective de la vacation ou journée de travail.

**Article 15 :** Le début de la période de référence de 7 jours à prendre en compte pour le calcul du repos hebdomadaire :

- pour le régime hebdomadaire, à la prise de service du premier jour de travail de la semaine civile selon le régime défini,
- pour le régime cyclique, à la prise de service de la première vacation travaillée du début de cycle définie à l'annexe 1.

## **Section 3**

### **Le temps de pause en régime cyclique et en régime hebdomadaire continu (article 20) et le temps d'interruption de service en régime hebdomadaire**

**Article 16 :** En régime cyclique et en régime hebdomadaire continu (article 20), tout agent doit bénéficier d'un temps de pause de 20 minutes dès lors que le temps de travail journalier dépasse 6 heures consécutives. Ce temps de pause est défini comme du temps de travail puisque l'agent reste à disposition de son supérieur hiérarchique.

**Article 17 :** L'interruption de service en régime hebdomadaire est de 45 minutes à 2 heures pendant laquelle les agents ne sont plus à disposition de leur hiérarchie. De ce fait, l'interruption de service est considérée comme du temps de repos.

Dans le cadre de services supplémentaires, tout agent doit bénéficier de 20 minutes de pause (temps de travail effectif) dès lors qu'il aurait effectué une période de travail de 6 heures consécutives sans pouvoir respecter l'interruption de service.

## **TITRE -II-**

### **ORGANISATION DES REGIMES DE TRAVAIL ET DES DROITS A CONGES**

#### **Chapitre 1**

##### **Régimes hebdomadaires**

**Article 18 :** Le régime hebdomadaire s'applique à l'ensemble des personnels tous corps et catégories confondus, exerçant leurs fonctions dans toutes les directions et services relevant de la direction générale de la police nationale (DGPN), de la Préfecture de Police de Paris (PP) et de la direction générale de la sécurité intérieure (DGSJ).

Le régime hebdomadaire, calqué sur la semaine civile, comporte 5 journées de travail suivies de deux jours de repos consécutifs. Le repos légal (RL) est fixé en principe le dimanche de 0h00 à 24h00. Il est précédé ou suivi d'un repos compensateur (RC), le samedi ou le lundi de 0h00 à 24h00, en fonction des nécessités de service.

Il peut également être institué, en régime hebdomadaire, un système de travail basé sur une grande semaine - 6 jours de travail et 2 jours de repos - suivie d'une petite semaine - 4 jours de travail et 2 jours de repos -. Le repos légal (RL) est fixé en principe le dimanche.

Le régime hebdomadaire peut être décliné en horaires variables.

Le régime hebdomadaire de nuit organisé sur deux jours civils est soumis aux mêmes dispositions que l'article 35 sur les cycles de nuit.

#### **Section 1**

##### **Les différents régimes hebdomadaires**

##### **Sous-section 1**

###### **La journée de travail avec interruption de service**

**Article 19 :** Dans le cadre d'un régime hebdomadaire, lorsque la journée de travail est divisé en deux parties quasi égales entre le matin et l'après-midi, à plus ou moins une heure d'écart maximum, elle comprend une seule interruption de service de 45 minutes à 2 heures sur la coupure méridienne entre 11h30 et 14h30.

##### **Sous-section 2**

###### **La journée de travail sans interruption de service**

**Article 20 :** Dans le cadre d'un régime hebdomadaire, la journée de travail est continue dès lors qu'elle s'effectue en matinée, en après-midi, de soirée ou de nuit ou lorsque la journée n'est pas divisée en deux parties quasi égales entre le matin et l'après-midi à plus ou moins une heure d'écart maximum.

L'agent bénéficie obligatoirement d'un temps de pause de 20 minutes dès lors que le temps de travail quotidien atteint 6 heures ininterrompues de travail.

#### **Section 2**

##### **Les volumes horaires des régimes hebdomadaires**

**Article 21 :** Les volumes horaires des régimes hebdomadaires à temps plein sont fixés soit à 40h30, soit à 39h25, soit à 39h00 et soit à 38h00.

Le régime de travail à 38h00 n'est autorisé que pour les directions et services centraux de soutien.

## Sous-Section 1

### Régime hebdomadaire à 40h30

**Article 22 :** Dans les services ou unités de la police nationale ayant adopté un régime à 40h30, la durée moyenne journalière (DMJ) est de 8h06.

La journée de travail est fixée à 8h00, sauf un jour par semaine où elle est de 8h30 définie par note de service.

**Article 23 :** Les personnels des corps indiqués ci-dessous relevant du régime hebdomadaire à 40h30, bénéficient des droits à congés suivants :

	CCD	CC Art. 10 du décret n° 2000-815 du 25 août 2000	CAIOM et AAE art.10 du décret n° 2000-815 du 25 août 2000	CC	PATS	ADS et Autres Contractuels
CA	25	25	25	25	25	25
ARTT JS déduite	16	16	19	21	29	29
ARTT indemnisés	3	3	0	8	0	0
HS issues JS * <sup>1</sup>	0h00	0h00	0h00	1h06	1h06	1h06
Quotient * <sup>2</sup>	6	6	6	4	4	4

\*<sup>1</sup> Instruction NOR/INT/C/05/30163/J du 27 décembre 2005 relative à la journée de solidarité (JS)

\*<sup>2</sup> cf. annexe 2

## Sous-Section 2

### Régime hebdomadaire à 39h25

**Article 24 :** Dans les services ou unités de la police nationale ayant adopté un régime à 39h25, la durée moyenne journalière est de 7h53. La journée de travail est fixée à 8h00, sauf un jour par semaine où elle est de 7h25 définie par note de service.

**Article 25 :** Les personnels du corps d'encadrement et d'application sont les seuls à relever du régime hebdomadaire à 39h25, ils bénéficient des droits à congés suivants :

	CEA
CA	25
ARTT JS déduite	16
ARTT indemnisés	8
HS issues JS* <sup>1</sup>	0h53
Quotient* <sup>2</sup>	5

\*<sup>1</sup> Instruction NOR/INT/C/05/30163/J du 27 décembre 2005 relative à la journée de solidarité (JS)

\*<sup>2</sup> cf. annexe 2

### Sous-Section 3

#### Régime hebdomadaire à 39h00

**Article 26 :** Dans les services ou unités de la police nationale ayant adopté un régime à 39h00, la durée moyenne journalière est de 7h48. La journée de travail est fixée à 8h00, sauf un jour par semaine où elle est de 7h00 définie par note de service.

**Article 27 :** Les personnels administratifs, techniques, scientifiques, les adjoints de sécurité (ADS) et autres contractuels relevant du régime hebdomadaire à 39h00, bénéficient des droits à congés suivants :

	CC	CAIOM et AAE art.10 <small>du décret n° 2000-815 du 25 août 2000</small>	PATS	ADS et Autres Contractuels
<b>CA</b>	25	25	25	25
<b>ARTT JS déduite</b>	14	19	22	22
<b>ARTT indemnisés</b>	8	0	0	0
<b>HS issues JS*<sup>1</sup></b>	0h48	0h00	0h48	0h48
<b>Quotient*<sup>2</sup></b>	5	6	5	5

\*<sup>1</sup> Instruction NOR/INT/C/05/30163/J du 27 décembre 2005 relative à la journée de solidarité (JS)

\*<sup>2</sup> cf. annexe 2

### Sous-Section 4

#### Régime hebdomadaire à 38h00

**Article 28 :** Pour les directions et services centraux de soutien ayant adopté un régime à 38h00, la durée moyenne journalière est de 7h36. La journée de travail est fixée à 7h45, sauf un jour par semaine où elle est de 7h00 définie par note de service.

**Article 29 :** Les personnels des corps indiqués ci-dessous relevant du régime hebdomadaire à 38h00, bénéficient des droits à congés suivants :

	CCD	CC Art. 10 <small>du décret n°2000- 815 du 25 août 2000</small>	CAIOM et AAE art.10 <small>du décret n° 2000-815 du 25 août 2000</small>	CC	CEA	PATS	ADS et Autres Contractuels
<b>CA</b>	25	25	25	25	25	25	25
<b>ARTT JS déduite</b>	16	16	19	9	9	17	17
<b>ARTT indemnisés</b>	3	3	0	8	8	0	0
<b>HS issues JS*<sup>1</sup></b>	0h00	0h00	0h00	0h36	0h36	0h36	0h36
<b>Quotient*<sup>2</sup></b>	6	6	6	7	7	7	7

\*<sup>1</sup> Instruction NOR/INT/C/05/30163/J du 27 décembre 2005 relative à la journée de solidarité (JS)

\*<sup>2</sup> cf. annexe 2

### **Section 3**

#### **La prise de service décalée**

**Article 30 :** Dans le cadre des régimes hebdomadaires, pour répondre à des contraintes spécifiques événementielles et selon les nécessités de service, des horaires décalés peuvent, dans le respect des garanties minimales de repos rappelées par les articles 12 et 13, être ponctuellement mis en œuvre. Cet aménagement suppose plusieurs conditions :

- il ne doit pas s'agir d'une modalité habituelle de fonctionnement des services,
- les agents doivent être avisés avant la fin de la dernière journée de travail,
- le décalage concerne l'ensemble de la plage horaire de la journée. Il peut être adapté sur l'ensemble de la journée ou sur une demi-journée travaillée,
- l'agent doit être libéré à la fin de sa durée de travail habituelle, sauf nécessités de service qui généreront alors des dépassements horaires,
- l'interruption de service ne peut être augmentée mais elle peut être diminuée jusqu'à 45 minutes (temps de repos effectif) ou remplacée par une pause de 20 minutes, à l'issue de 6 heures de travail (temps de travail effectif).

La prise de service décalée n'octroie aucune compensation sur la durée habituelle de service, sauf la partie des heures effectuées sur un repos compensateur (RC), un repos légal (RL) ou un jour férié (JF). Ces heures seront compensées à 125%, hors services supplémentaires.

### **Section 4**

#### **Les horaires variables**

**Article 31 :** Le régime hebdomadaire à horaires variables est un aménagement du régime hebdomadaire classique qui doit être prévu par note de service. En sont exclus les membres du corps de conception et de direction, du corps de commandement, les personnels soumis à des changements fréquents de plage horaire, en brigade ou en horaires décalés et les agents bénéficiant, pour une période déterminée, d'un aménagement de service thérapeutique préconisé par la médecine de prévention.

Les personnels en régime de travail à horaires variables, bénéficient, en année pleine d'un crédit annuel de jours d'aménagement et de réduction du temps de travail -ARTT- et des droits à congés annuels identiques à ceux du temps de référence d'un régime hebdomadaire classique.

Les modalités des horaires variables sont définies par une instruction spécifique.

### **Section 5**

#### **Le télétravail**

**Article 32 :** Le télétravail désigne toute forme d'organisation du travail dans laquelle les fonctions qui auraient pu être exercées par un agent dans les locaux de son employeur, sont réalisées hors de ces locaux de façon régulière et volontaire, en utilisant les technologies de l'information et de la communication (article 2 du décret n°2016-151 du 11 février 2016).

Ses modalités sont précisées par le décret précité et par l'arrêté n°INTA1637398A du 02 mars 2017.

## **Chapitre 2**

### **Régimes cycliques**

**Article 33 :** Le travail en régime cyclique se caractérise par un déroulement et une organisation distincts du régime hebdomadaire justifié par la nécessité de maintenir la continuité du service public. Le régime cyclique est un régime de travail mis en place par équipes successives, de jour et/ou de nuit, dimanche et jours fériés compris.

Les régimes cycliques s'appliquent aux fonctionnaires des corps actifs de la police nationale et aux adjoints de sécurité.

Dans le cadre de missions spécifiques notamment au sein des centres de commandement et d'état-major ou des services de diffusion, les personnels administratifs techniques, scientifiques et autres contractuels peuvent travailler en régime cyclique, de jour comme de nuit. Le volontariat sera sollicité pour le travail de nuit.

#### **Section 1**

##### **Rythmes de travail**

**Article 34 :** Pour les cycles de jour, les personnels de la police nationale bénéficient, à l'issue d'une période de travail, d'un repos de cycle de deux jours consécutifs. Le premier jour est considéré comme un repos légal (RL) de 0h00 à 24h00 ; il est suivi d'un repos compensateur (RC) de 0h00 à 24h00.

Pour les cycles de jour avec des vacations de forte amplitude, permettant trois jours d'absence consécutifs, les fonctionnaires bénéficient d'un repos légal de 0h00 à 24h00 suivi de deux repos compensateurs de 0h00 à 24h00.

**Article 35 :** Pour les cycles de nuit, qui se déroulent sur deux jours successifs, les personnels de la police nationale bénéficient, à l'issue d'une période de travail, d'un repos constitué d'une descente de nuit suivie de deux nuits consécutives de repos. La descente de nuit se calcule de la fin de service à la reprise de service théorique.

A l'issue de la dernière descente de nuit du cycle, il bénéficie d'un repos légal (RL) de 24h00 puis d'un repos compensateur (RC) de 24h00 qui débutent aux heures théoriques de prise de service (cf annexe 1).

Lorsque l'agent est rappelé ou décalé en journée sur une mission programmée :

- si ces missions s'effectuent le matin sans dépasser midi (12h00), l'agent sera exempté la nuit précédente et reprendra le soir même,
- si ces missions s'effectuent l'après-midi, l'agent sera exempté la nuit suivante en s'assurant qu'une période de repos suffisante ait été respectée avec la fin de la vacation précédente,
- si ces missions sont journalières, l'agent sera exempté de la nuit précédente et suivante.

Lorsque l'agent est rappelé en journée sur une mission imprévue, il sera exempté de la nuit suivante.

#### **Section 2**

##### **Les cycles de travail en vigueur et leurs modalités d'application**

**Article 36 :** Le choix d'un cycle de travail doit se porter sur celui qui permet d'assurer la meilleure disponibilité opérationnelle, tout en limitant les ruptures de rythmes de travail, préjudiciables à la santé des agents.

Ces cycles de travail peuvent être mis en place pour couvrir la totalité d'une période de 24 heures ou, associés entre eux pour maintenir la continuité du service.

L'ensemble des cycles est décrit dans l'annexe n°1.

Seuls les cycles définis dans le présent arrêté doivent être retenus par les services.

## Sous-Section 1

### Le cycle de travail en 4/2

**Article 37** : Les personnels des corps indiqués ci-dessous relevant du régime cyclique en 4/2 dit « classique » et « panaché », bénéficient des droits à congés suivants :

	CCD	CC Art. 10 du décret n° 2000-815 du 25 août 2000	CC	CEA	ADS et Autres Contractuels	PATS
<b>DMJ</b>	8h10	8h10	8h10	8h10	8h10	8h10
<b>CA</b>	23	23	23	23	23	23
<b>CF</b> * <sup>1</sup>			109h12	109h12	109h12	109h12
<b>RTC JS déduite</b>	133h36	133h36	41h45	41h45	108h33	108h33
<b>ARTT indemnisés</b>	3	3	8	8	0	0
<b>Quotient</b> * <sup>2</sup>	11	11	16	16	16	16
<b>RSP</b>			0,1 et 0,4	0,1 et 0,4	0,1 et 0,4	0,1 et 0,4
<b>HS issues JS</b> * <sup>3</sup>	0h00	0h00	1h21	1h21	1h21	1h21

\*<sup>1</sup> cf. article 45

\*<sup>2</sup> cf. annexe 2

\*<sup>3</sup> Instruction NOR/INT/C/05/30163/J du 27 décembre 2005 relative à la journée de solidarité (JS)

## Sous-Section 2

### Le cycle de travail en 4/2 compressé

**Article 38** : Les personnels des corps indiqués ci-dessous relevant du régime cyclique en 4/2 compressé, bénéficient des droits à congés suivants :

	CCD	CC Art. 10 du décret n° 2000-815 du 25 août 2000	CC	CEA	ADS et Autres Contractuels	PATS
<b>DMJ</b>	8h10	8h10	8h10	8h10	8h10	8h10
<b>CA</b>	23	23	23	23	23	23
<b>CF</b> * <sup>1</sup>			109h12	109h12	109h12	109h12
<b>RTC JS déduite</b>	133h36	133h36	41h45	41h45	108h33	108h33
<b>ARTT indemnisés</b>	3	3	8	8	0	0
<b>Quotient</b> * <sup>2</sup>	11	11	16	16	16	16
<b>RSP</b>			0,1 et 0,4	0,1 et 0,4	0,1 et 0,4	0,1 et 0,4
<b>HS issues JS</b> * <sup>3</sup>	0h00	0h00	1h21	1h21	1h21	1h21

\*<sup>1</sup> cf. article 45

\*<sup>2</sup> cf. annexe 2

\*<sup>3</sup> Instruction NOR/INT/C/05/30163/J du 27 décembre 2005 relative à la journée de solidarité (JS)

### Sous-Section 3

#### Le cycle de travail en 2/2 – 3/3 – 2/2/3/2/2/3 en vacation de 11h08

**Article 39 :** Les personnels des corps indiqués ci-dessous relevant du régime cyclique en 2/2, 3/3 et 2/2/3/2/2/3 en vacation de 11h08, bénéficient des droits à congés suivants :

	CCD	CC Art. 10 du décret n° 2000-815 du 25 août 2000	CC	CEA	ADS et Autres Contractuels	PATS
<b>DMJ</b>	11h08	11h08	11h08	11h08	11h08	11h08
<b>CA</b>	18	18	18	18	18	18
<b>CF</b> * <sup>1</sup>			109h12	109h12	109h12	109h12
<b>RTC JS déduite</b>	133h36	133h36	25h03	25h03	91h51	91h51
<b>ARTT indemnisés</b>	3	3	8	8	0	0
<b>Quotient</b> * <sup>2</sup>	12	12	19	19	19	19
<b>RSP</b>			0,1 et 0,4	0,1 et 0,4	0,1 et 0,4	0,1 et 0,4
<b>HS issues JS</b> * <sup>3</sup>	0h00	0h00	1h21	1h21	1h21	1h21

\*<sup>1</sup> cf. article 45

\*<sup>2</sup> cf. annexe 2

\*<sup>3</sup> Instruction NOR/INT/C/05/30163/J du 27 décembre 2005 relative à la journée de solidarité (JS)

Ce cycle ne doit pas être utilisé par des unités exerçant sur la voie publique durant toute la durée de la vacation.

Les agents exerçant dans ces structures doivent pouvoir alterner les missions qui leur sont confiées avant la vacation.

### Sous-Section 4

#### Le cycle de travail en 2/2 – 3/3 – 2/2/3/2/2/3 en vacation de 12h08

**Article 40 :** Les personnels des corps indiqués ci-dessous relevant du régime cyclique en 2/2, 3/3 et 2/2/3/2/2/3 en vacation de 12h08, bénéficient des droits à congés suivants :

	CCD	CC Art. 10 du décret n° 2000-815 du 25 août 2000	CC	CEA	ADS et Autres Contractuels	PATS
<b>DMJ</b>	12h08	12h08	12h08	12h08	12h08	12h08
<b>CA</b>	18	18	18	18	18	18
<b>CF</b> * <sup>1</sup>			109h12	109h12	109h12	109h12
<b>RTC JS déduite</b>	194h08	194h08	188h09	188h09	285h13	285h13
<b>ARTT indemnisés</b>	3	3	8	8	0	0
<b>Quotient</b> * <sup>2</sup>	9	9	7	7	7	7
<b>RSP</b>			0,1 et 0,4	0,1 et 0,4	0,1 et 0,4	0,1 et 0,4
<b>HS issues JS</b> * <sup>3</sup>	0h00	0h00	0h00	0h00	0h00	0h00

\*<sup>1</sup> cf. article 45

\*<sup>2</sup> cf. annexe 2

\*<sup>3</sup> Instruction NOR/INT/C/05/30163/J du 27 décembre 2005 relative à la journée de solidarité (JS)

Ces cycles de travail sont réservés à des services assurant des missions de :

- gardes bâmentaires,
- veille opérationnelle ou d'informations et de commandement,
- gardes de détenus ou de retenus.

Les agents exerçant dans ces structures doivent pouvoir alterner les missions qui leur sont confiées avant la vacation.

Ce cycle ne doit pas être utilisé par des unités de voie publique

### Sous-Section 5

#### Le cycle de travail en vacation forte

**Article 41 :** Les personnels des corps indiqués ci-dessous relevant du régime cyclique en vacation forte, bénéficient des droits à congés suivants :

	CCD	CC Art. 10 du décret n° 2000-815 du 25 août 2000	CC	CEA	ADS et Autres Contractuels	PATS
<b>DMJ</b>	9h31	9h31	9h31	9h31	9h31	9h31
<b>CA</b>	20	20	20	20	20	20
<b>CF</b> * <sup>1</sup>			109h12	109h12	109h12	109h12
<b>RTC JS déduite</b>	152h16	152h16	19h02	19h02	96h53	96h53
<b>ARTT indemnisés</b>	3	3	8	8	0	0
<b>Quotient</b> * <sup>2</sup>	10	10	17	17	17	17
<b>RSP</b>			0,1 et 0,4	0,1 et 0,4	0,1 et 0,4	0,1 et 0,4
<b>HS issues JS</b> * <sup>3</sup>	0h00	0h00	0h00	0h00	0h00	0h00

\*<sup>1</sup> cf. article 45

\*<sup>2</sup> cf. annexe 2

\*<sup>3</sup> Instruction NOR/INT/C/05/30163/J du 27 décembre 2005 relative à la journée de solidarité (JS)

### Sous-Section 6

#### Le cycle de travail 4/2 pour les unités cynotechniques légères (UCL)

**Article 42 :** Ce cycle de travail spécifique peut être utilisé par les effectifs affectés dans les unités cynotechniques légères. Il se caractérise par trois vacations de 9h30 et une vacation de 4h10. Les personnels des corps indiqués ci-dessous relevant du régime cyclique en 4/2 UCL, bénéficient des droits à congés suivants :

	CCD	CC Art. 10 du décret n° 2000-815 du 25 août 2000	CC	CEA	ADS et Autres Contractuels	PATS
<b>DMJ</b>	8h10	8h10	8h10	8h10	8h10	8h10
<b>CA</b>	23	23	23	23	23	23
<b>CF</b> * <sup>1</sup>			109h12	109h12	109h12	109h12
<b>RTC JS déduite</b>	133h36	133h36	41h45	41h45	108h33	108h33
<b>ARTT indemnisés</b>	3	3	8	8	0	0
<b>Quotient</b> * <sup>2</sup>	11	11	16	16	16	16
<b>RSP</b>			0,1 et 0,4	0,1 et 0,4	0,1 et 0,4	0,1 et 0,4
<b>HS issues JS</b> * <sup>3</sup>	0h00	0h00	1h21	1h21	1h21	1h21

\*<sup>1</sup> cf. article 45

\*<sup>2</sup> cf. annexe 2

\*<sup>3</sup> Instruction NOR/INT/C/05/30163/J du 27 décembre 2005 relative à la journée de solidarité (JS)

La prise en congé de la vacation de 4h10, de façon isolée peut s'opérer par tous types de congés. Dès lors que cette vacation sera comprise dans une période de congés annuels, celle-ci sera obligatoirement prise en congés annuels.

### **Section 3**

#### **La prise de service décalée**

**Article 43 :** Pour les régimes cycliques qui répondent à des contraintes spécifiques événementielles et selon les nécessités de service, des horaires décalés peuvent être ponctuellement retenus dans le respect des garanties minimales de repos rappelées par les articles 12 et 13 être ponctuellement mis en œuvre. Cet aménagement suppose plusieurs conditions :

- il ne doit pas s'agir d'une modalité habituelle de fonctionnement des services
- les agents doivent être avisés avant la fin de la dernière vacation,
- le décalage concerne l'ensemble de la plage horaire d'une vacation.
- pour que la prise de service décalée garde son sens, l'agent doit être libéré à la fin de sa durée de travail habituelle, sauf nécessités de service qui s'interpréteront alors comme du dépassement,

La prise de service décalée n'octroie aucune compensation sur la durée habituelle de service, sauf la partie des heures effectuées sur un repos compensateur (RC), un repos légal (RL) ou un jour férié (JF). Ces heures seront compensées à 125%, hors services supplémentaires.

### **Chapitre 3**

#### **Les différents droits à congés et repos**

##### **Section 1**

##### **Dispositions particulières en régime cyclique : crédit férié**

**Article 44:** Les personnels de la police nationale qui travaillent en régime cyclique, disposent d'un crédit d'heures de 109h12 ou de 116h12 pour les départements d'Outre-Mer ou 123h12 pour le Haut Rhin, le Bas Rhin et la Moselle.

Les indisponibilités motivées par des congés maladie, non imputables au service, entraînent une réduction de 1/24<sup>ème</sup> du crédit férié annuel par période d'absence égale ou supérieur à 15 jours d'absence consécutifs.

Les personnels admis à faire valoir leurs droits pour une cessation d'activité ou ceux ayant pris leurs fonctions en cours d'année ont droit à un volume d'heures de crédit férié proportionnel à leur temps de présence, calculée par période de 15 jours.

Le crédit férié est pris dans l'année civile où il a été attribué. Il ne peut pas être reporté sur l'année suivante et ne peut contribuer à l'alimentation du compte-épargne temps.

##### **Section 2**

##### **Dispositions communes aux régimes cyclique et hebdomadaire**

**Article 45 :** Les personnels de la police nationale, lorsqu'ils sont soumis à un régime cyclique ou hebdomadaire, ont droit à un volume de jours de congé annuel, des repos de pénibilité spécifique appelés également temps compensés, d'un crédit annuel horaire d'aménagement et de réduction du temps de travail cyclique –ARTC-.

##### **Sous-Section 1**

##### **Les congés annuels**

**Article 46 :** Conformément à l'article 1 du décret n°84-972 du 26 octobre 1984, les agents bénéficient d'un congé annuel payé.

Tout agent de l'Etat en activité a droit, pour une année de service accompli du 1er janvier au 31 décembre, à un congé annuel d'une durée égale à cinq fois ses obligations hebdomadaires de service. Cette durée est appréciée en nombre de jours ouvrés.

Les agents qui n'exercent pas leurs fonctions pendant la totalité de la période de référence ont droit à un congé annuel dont la durée est calculée au prorata de la durée des services accomplis.

Cette période minimale de congé annuel payé ne peut faire l'objet d'une indemnisation financière, sauf en cas de fin de relation de travail.

Les agents en congé annuel sont susceptibles d'être rappelés par leur service ou unité organique d'affectation uniquement sur décision du ministre de l'Intérieur.

Le congé dû pour une année de service accompli ne peut se reporter sur l'année suivante, sauf circonstances exceptionnelles après avis favorable du chef de service. Le congé reporté doit être pris avant le 1<sup>er</sup> mai de l'année suivante.

## **Sous-Section 2**

### **Les jours de fractionnement**

**Article 47:** En application de l'article 1 du décret n°84-972 du 26 octobre 1984 relatif aux congés annuels des fonctionnaires d'Etat, les personnels peuvent bénéficier de 1 ou 2 jours de congés annuels supplémentaires de l'année en cours, selon les conditions suivantes : un jour de congé supplémentaire est attribué à l'agent dont le nombre de jours de congés pris en dehors de la période du 1<sup>er</sup> mai au 31 octobre est de 5, 6 ou 7 jours. Il est attribué un second jour de congé annuel supplémentaire lorsque ce nombre est au moins égal à 8 jours.

## **Sous-Section 3**

### **Les aménagements de la réduction du temps de travail (ARTT)**

**Article 48 :** Le décret n° 2000-815 du 25 août 2000 relatif à l'aménagement et à la réduction du temps de travail dans la fonction publique d'Etat a fixé la durée annuelle de travail à 1 607 heures. Un crédit annuel d'ARTT, exprimé en heures en régime cyclique et en jours en régime hebdomadaire est accordé aux personnels de la police nationale, en fonction de leur corps d'appartenance (cf. tableaux des droits à congés ci-dessus). Les agents qui n'exercent pas leurs fonctions pendant la totalité de la période de référence ont droit à des ARTT dont la durée est calculée au prorata de la durée des services accomplis. Ces congés doivent être pris sur l'année civile pour laquelle ils sont dus et ne peuvent être reportés.

## **Sous-Section 4**

### **Les repos spécifiques de pénibilité (RSP)**

**Article 49 :** La durée annuelle de travail, fixée à 1 607 heures, peut être réduite pour tenir compte des sujétions liées à la pénibilité du travail de nuit ou de dimanche. Elle donne alors lieu, à l'attribution de repos spécifiques de pénibilités.

Les agents en régime cyclique sont éligibles aux repos spécifiques de pénibilité (RSP) du fait de la pénibilité particulière liée aux cycles, sur la période nocturne ou le dimanche à hauteur de leur durée moyenne journalière (DMJ).

Les agents en régime hebdomadaire sont éligibles aux repos spécifiques de pénibilité (RSP), dès lors qu'ils répondent aux conditions de travailleur de nuit définies dans l'article 10 du présent arrêté.

La valeur des temps compensés ou repos spécifique de pénibilité est obtenue à partir de coefficients multiplicateurs, non cumulables, de 0,1 pour le travail de nuit de 21h00 à 6h00 et de 0,4 pour les dimanches applicables aux heures effectivement travaillées.

Les repos qui n'ont pas pu être pris en raison de nécessités de service, restent dus et sont reportés l'année suivante.

### Section 3

#### Marge d'adaptation spécifique (MAS)

**Article 50** : La marge d'adaptation spécifique est un principe et un code de gestion d'absence permettant d'attribuer des temps de repos aux officiers hors article 10 du décret n° 2000-815 du 25 août 2000 et aux personnels administratifs, techniques et scientifiques relevant de l'article 10, lorsqu'ils ne bénéficient pas de compensations horaires pour services supplémentaires.

L'utilisation de la MAS intervient dans trois cadres distincts :

- elle sera utilisée par le chef de service qui est dans l'obligation de restituer à ces personnels l'intégralité des repos journaliers manqués après une période dérogatoire.
- pour compenser les obligations et les responsabilités assurées par ces personnels, ces derniers peuvent bénéficier d'un temps de repos supplémentaire dans le cadre de la MAS, ne correspondant pas à une équivalence temps pour temps avec les dépassements horaires effectués. Ils aviseront leur chef de service des temps de repos dont ils souhaitent disposer. Ce dernier pourra s'y opposer pour des nécessités de service.

La restitution des repos journaliers manqués par le chef de service et le bénéfice de repos précisé à l'alinéa précédent qui est à l'initiative de l'agent peuvent être cumulatifs.

- le chef de service peut également accorder des temps de repos dans le cadre de gestion de la MAS pour un engagement professionnel important pouvant se cumuler avec la restitution des repos journaliers manqués

### Section 4

#### Autres congés et absences

**Article 51** : Les dispositions législatives et réglementaires en vigueur dans la fonction publique de l'Etat, relatives, notamment, aux congés annuels, aux congés bonifiés, aux congés de maternité, de paternité et d'adoption, au congé parental ou au congé de présence parentale, sont applicables aux personnels de la police nationale.

Il en est de même de celles de ces dispositions qui concernent les autorisations d'absence, les facilités de service, ainsi que les exemptions de service susceptibles d'être accordées dans certaines situations.

Le pourcentage de fonctionnaires présents dans un service et les unités qui les composent, est fixé par des dispositions propres à chaque direction, service central ou à la préfecture de police.

Ce pourcentage ne peut, en aucun cas, être inférieur à 50% de l'effectif théorique de la structure considérée.

Les absences pour l'exercice du droit syndical ou au titre de la formation ne sont pas comptabilisées dans les ratios qui seront retenus.

## **TITRE -III.-**

### **LES SERVICES SUPPLEMENTAIRES**

#### **Chapitre 1**

##### **Le principe du service supplémentaire**

**Article 52 :** Dans le cadre de la continuité du service public, de la protection des personnes et des biens, les personnels de police affectés dans des unités fonctionnant en régime hebdomadaire ou en régime cyclique peuvent être amenés, en fonction des nécessités de service ou sur instruction d'une autorité hiérarchique, à effectuer des services supplémentaires.

Constituent des services supplémentaires :

- la permanence,
- l'astreinte,
- les dépassements horaires,
- les rappels.

La continuité du service public est assurée, dans les services et unités de la police nationale fonctionnant en régime hebdomadaire, au moyen de la permanence et de l'astreinte. Les adjoints de sécurité sont exclus des astreintes.

Selon les nécessités du service, les personnels de la police nationale, en régime hebdomadaire et en régime cyclique, sont susceptibles de faire l'objet d'un rappel au service ou bien encore d'effectuer des dépassements horaires.

Le choix par les services de ces dispositifs doit garantir l'adéquation entre la gestion des personnels et les contraintes opérationnelles.

Les rappels et dépassements horaires, sauf contraintes opérationnelles ou urgence, ne seront compensés que dans la mesure où ils ont donné lieu à un accord préalable ou ont fait l'objet d'une instruction de la hiérarchie.

Sous réserve des nécessités de service, les heures supplémentaires doivent être prises dans l'année civile au titre de laquelle elles ont été attribuées avec le double objectif de garantir en priorité la restitution des repos manqués et d'optimiser la gestion de ces heures. A défaut, elles restent dues.

#### **Section 1**

##### **Le régime de permanence**

**Article 53 :** La permanence n'est possible que dans le cadre d'un régime hebdomadaire. C'est une forme particulière de travail qui s'impose périodiquement et à tour de rôle, en vertu de listes préétablies, aux fonctionnaires des trois corps actifs, des PATS, des ADS et autres contractuels de la police nationale afin d'assurer la continuité du service public.

#### **Section 2**

##### **Le cadre et régime de compensation de la permanence**

**Article 54 :** Le régime de permanence consiste à assurer une présence effective au service, ou en tout autre lieu de travail déterminé par les nécessités du service, lors de RC, RL, JF et période nocturne de 21h00 à 6h00.

Par principe, l'amplitude horaire de la journée de permanence doit correspondre à une durée moyenne journalière de l'agent.

De plus, pour répondre à des contraintes particulières de service, l'amplitude horaire de la journée de permanence peut être supérieure ou inférieure à la durée moyenne d'une journée de travail habituelle sans dépasser 12 heures.

Le chef de service organisera par note de service la permanence, et notamment sa durée.

Pour le CEA, PATS, ADS et autres contractuels, le gestionnaire enregistrera la permanence à hauteur de la DMJ et comptabilisera les temps supplémentaires en dépassement afin d'appliquer les taux de compensations adaptés.

Pour les officiers hors article 10 du décret 2000-815 du 25 août 2000, les heures effectuées conformément à la note de service précitée seront compensées temps pour temps contrairement aux dépassements qui ne le sont pas.

**Article 55** : La permanence donne lieu à l'attribution d'une compensation de temps de travail effectué, calculée selon les modalités suivantes :

Corps d'appartenance	CCD et CC Art.10 <small>du décret n°2000-815 du 25 août 2000</small>	CC	CEA	PATS <small>(dont art. 10 du décret n°2000-815 du 25 août 2000)</small>	ADS et Contractuels <small>(dont art. 10 du décret n°2000-815 du 25 août 2000)</small>
<b>Dimanche ou jour férié (RL / JF)</b>	Voir article 91	100%	175%	175%	175%
<b>Repos compensateur (RC)</b>		100%	125%	125%	125%
<b>Nuit du samedi au dimanche</b>		100%	200%	200%	200%
<b>Autres nuits</b>		100%	150%	150%	150%

**Article 56** : Sans préjudice de la restitution des repos hebdomadaires manqués en application de l'article 88, le chef de service pourra imposer la récupération des jours de permanence (hors compensations) sur une période de 12 jours après le week-end travaillé dans l'intérêt du service et de l'agent.

### Section 3

#### Le régime d'astreinte

**Article 57** : L'astreinte s'entend comme une période, hors temps de travail, pendant laquelle l'agent, sans être à disposition permanente et immédiate de son supérieur hiérarchique, a cependant l'obligation de demeurer à son domicile ou à proximité, afin d'être en mesure d'intervenir dans les plus brefs délais pour effectuer un travail au service de l'administration qui ne peut être différé. La durée de cette intervention est considérée comme un temps de travail effectif.

L'astreinte concerne les agents des trois corps actifs, des PATS et des contractuels à l'exception des ADS de la police nationale exerçant en régime hebdomadaire.

**Article 58** : Aucune rémunération spécifique ni compensation horaire n'est accordée au titre des périodes d'astreintes pour les personnels suivants :

- les membres du corps de conception et direction ;
- les membre du corps de commandement nommés sur un poste, listé par arrêté interministériel, de chef de circonscription de sécurité publique, de service ou d'unité organique ;
- les bénéficiaires d'une concession de logement par nécessité absolue de service ou d'une nouvelle bonification indiciaire au titre de fonctions de responsabilité supérieure 1, en application du décret n° 2000-19 du 23 novembre 2000.
- les adjoints de sécurité (DS) ;
- les réservistes

Les autres personnels de la police nationale ont droit à la rémunération des périodes d'astreinte qu'ils ont effectuées.

A défaut de crédits disponibles, une compensation horaire se substitue à cette rémunération.

Au titre d'une période d'astreinte donnée, rémunération et compensation horaire sont exclusive l'une de l'autre.

Les astreintes peuvent couvrir en fonction des besoins opérationnels les périodes suivantes :

- les dimanches et jours fériés de 6h00 à 21h00,
- les RC de 6h00 à 21h00,
- les nuits de 21h00 à 6h00,

L'astreinte ne couvre pas les jours ouvrés de 6h00 à 21h00. Sur les créneaux horaires normalement non travaillés, les agents peuvent faire l'objet de rappels (conformément à l'article 61) ou de décalages pour répondre aux nécessités de service.

**Article 59 :** Les différentes périodes d'astreintes autorisées sont indemnisées ou compensées selon les barèmes fixés par l'arrêté du 3 mai 2002 pris pour application de l'article 5 du décret n°2002-819 du 3 mai 2002 relatif aux modalités de rémunérations ou de compensation des astreintes des personnels de la police nationale.

**Article 60 :** Le temps d'intervention résultant d'un rappel sur astreinte ouvre droit à compensation à hauteur de 100 % des heures réellement effectuées.

S'ajoute à ce temps, un forfait de 1 heure correspondant aux trajets aller/retour entre le domicile et le lieu de travail.

Ces compensations horaires ne peuvent faire l'objet d'une indemnisation financière.

## **Section 4 :**

### **Le rappel au service**

**Article 61 :** Tout personnel, en service ou hors service de la police nationale peut faire l'objet d'un rappel pour répondre aux nécessités de service. A ce titre, les agents doivent renseigner et maintenir à jour les moyens par lesquels ils peuvent être joignables.

Sont exclus du rappel les agents ayant positionné sur le plan prévisionnel de congé leur CA, leur CET et leur ARTT, et plus globalement les CA, les CET et les congés bonifiés qui ne seraient pas inscrits sur le plan prévisionnel de congés.

Seule une décision du ministre de l'intérieur peut autoriser les rappels sur les dits congés.

Les compensations sont conformes aux tableaux des articles 62, 63 et 64.

Les agents ne peuvent faire l'objet de plus de deux rappels consécutifs sur deux RL ou deux RC sur deux semaines consécutives, quel que soit le nombre d'heures travaillées.

Chaque service ou unité de la police nationale doit tenir à jour un plan de rappel.

**Article 62** : Les compensations du rappel en régime cyclique sont détaillées dans le tableau ci-après :

Régime cyclique		CCD	CC Art.10 du décret n° 2000-815 du 25 août 2000	CC et PATS Art.10 du décret n° 2000-815 du 25 août 2000	CEA	PATS	ADS et autres Contractuels
Repos légal (RL)	- 4 heures	Néant	Néant	100%	1 vacation	1 vacation	1 vacation
	+ 4 heures				2 vacations	2 vacations	2 vacations
Repos compensateur (RC)	- 4 heures				150%	150%	150%
	+ 4 heures				1 vacation	1 vacation	1 vacation
Dans tous les autres cas							

**Article 63** : Les compensations du rappel en régime hebdomadaire sans permanence, ni astreinte sont détaillées dans le tableau ci-après :

Régime hebdomadaire <u>SANS</u> permanence ni astreinte	CCD	CC Art.10 du décret n° 2000-815 du 25 août 2000	CC et PATS Art.10 du décret n° 2000-815 du 25 août 2000	CEA	PATS	ADS et autres Contractuels
Repos légal ou jour férié (RL / JF)	Néant	Néant	100%	200%	200%	200%
Repos compensateur (RC)				150%	150%	150%
Nuit (21h - 6h)				150%	150%	150%
Dans tous les autres cas				100%	100%	100%

**Article 64** : Les compensations du rappel en régime hebdomadaire avec permanence et/ou astreinte sont détaillées dans le tableau ci-après :

Régime hebdomadaire <u>AVEC</u> permanence et/ou astreinte	CCD	CC Art.10 du décret n° 2000-815 du 25 août 2000	CC et PATS Art.10 du décret n°2000-815 du 25 août 2000	CEA	PATS	ADS et autres Contractuels
Dans tous les cas <b>hors</b> astreinte	Néant	Néant	100%	200%	200%	200%
Dans tous les cas <b>sur</b> astreinte	Néant	Néant	100%	100%	100%	100%

## Section 5

### Le dépassement horaire

**Article 65** : Le dépassement horaire est le temps effectué au-delà de la durée réglementaire de la vacation ou de la journée de travail par l'agent.

**Article 66** : Le tableau ci-après détaille les modalités de compensation du dépassement horaire en régime cyclique :

Régime cyclique	CCD	CC Art.10 du décret n° 2000-815 du 25 août 2000	CC et PATS Art.10 du décret n° 2000-815 du 25 août 2000	CEA	PATS	ADS et autres Contractuels
Repos légal ou jour férié (RL / JF)	Néant	Néant	Néant	200%	200%	200%
Repos compensateur (RC)				150%	150%	150%
Dans tous les autres cas				150%	150%	150%

**Article 67** : Le tableau ci-après détaille les modalités de compensation du dépassement horaire en régime hebdomadaire :

Régime hebdomadaire	CCD	CC Art.10 du décret n° 2000-815 du 25 août 2000	CC et PATS Art.10 du décret n°2000-815 du 25 août 2000	CEA	PATS	ADS et autres Contractuels
Repos légal ou jour férié (RL / JF)	Néant	Néant	Néant	200%	200%	200%
Repos compensateur (RC)				150%	150%	150%
La nuit à/c de 21h00				150%	150%	150%
Dans tous les autres cas				100%	100%	100%

**Article 68** : Conformément aux statuts des PATS, ADS et autres contractuels, l'heure est non sécable pour tous services supplémentaires effectués. Toute heure commencée est due.

## Section 6

### Les modalités de récupération des heures supplémentaires

**Article 69** : Sous réserve des dispositions relatives au compte épargne temps et des nécessités de service dans la police nationale, les récupérations des services supplémentaires doivent être prises dans l'année civile au cours de laquelle elles ont été générées.

Les heures supplémentaires qui n'auraient pu être versées au compte épargne temps (CET) et qui, en raison de nécessités de service, n'auraient pu être liquidées dans le délai ainsi prescrit, restent dues ; Les chefs de services prescriront l'utilisation des heures supplémentaires générées à compter du 1<sup>er</sup> juillet 2018, au-delà du seuil de 100 heures atteint par l'agent.

Ces repos compensateurs devront être pris dans les délais les plus brefs et dans l'intérêt du service et de l'agent.

Lorsque le pourcentage d'absence de l'unité n'est pas atteint, le chef de service, sous réserve des nécessités de service, doit organiser la récupération des repos compensateurs accumulés.

Lorsqu'une commission administrative paritaire a émis un avis favorable à une nouvelle affectation d'un agent, ce dernier ainsi que le service de départ, doivent prendre toutes les mesures nécessaires afin qu'il puisse bénéficier de tous les repos compensateurs pour services supplémentaires qui lui sont dus, hors ceux qui auraient été versés au compte épargne temps avant l'arrivée dans son service d'accueil.

## **Section 7**

### **Principe d'indemnisation des heures supplémentaires**

**Article 70 :** Les services supplémentaires effectués par les fonctionnaires actifs de la police nationale peuvent, dans certaines conditions fixées par décret, être indemnisés.

Le paiement de services supplémentaires est exclusif de toute compensation horaire au titre de la période considérée.

## **Section 8**

### **Les agents à temps partiel**

**Article 71 :** Les agents à temps partiel de droit ou sur autorisation peuvent assurer l'ensemble des services supplémentaires décrits dans le présent chapitre.

## **TITRE -IV.-**

### **LES EXCEPTIONS ET LES DEROGATIONS**

#### **Chapitre 1**

##### **Les dérogations aux temps de travail et de repos**

###### **Section 1**

###### **Principes généraux liés aux dérogations**

**Article 72 :** Dans le respect des principes généraux de la protection, de la sécurité et de la santé des agents, il est possible de déroger au repos journalier, au temps de pause, au repos hebdomadaire, à la durée hebdomadaire de travail, ainsi qu'à la durée maximale de travail de nuit et aux périodes de référence.

L'autorité hiérarchique doit assurer un strict contrôle de ces dérogations et obligatoirement garantir la restitution de l'intégralité des repos manqués.

Cette restitution est un droit qui place l'agent sur une période de repos dite de « neutralisation ». Il ne pourra pas être rappelé sauf si des circonstances exceptionnelles visées aux articles 74 et 75 du présent arrêté le justifient, et sur décision de la DGPN ou de la DGSII pour ses propres agents.

Par principe, la période de référence dérogatoire est d'abord corrélée à la mission dans le respect des bornages fixés par le présent arrêté.

Ces dérogations concernent :

- les membres du corps de conception et de direction et les membres du corps de commandement chef de service visé par l'article 1-1 du 23 octobre 2002 (article 73),
- les circonstances exceptionnelles (articles 74 et 75),
- les missions spécifiques (articles 76 à 82).

###### **Section 2**

###### **Le corps de conception et de directions et les agents article 10 du décret 2000-815 du 25 août 2000**

**Article 73 :** Dans le respect des principes généraux de la protection, de la sécurité et de la santé, les membres du corps de conception et de direction et les membres du corps de commandement chef de service visés à l'article 1-1 du 23 octobre 2002 peuvent déroger aux garanties minimales des articles 10, 11, 12, 16 et 17 du présent arrêté.

Le temps de travail réellement effectué par ces agents sera enregistré dans les applications de gestion nationale. Le supérieur hiérarchique désigné suivra régulièrement l'enregistrement de ces temps de travail et organisera au moins une fois par an un entretien individuel destiné à garantir la sécurité et la protection de ces agents.

###### **Section 3**

###### **Les dérogations dues aux circonstances exceptionnelles**

###### **Sous-Section 1**

###### **En cas d'événement d'une particulière gravité**

**Article 74 :** En cas d'événements d'une particulière gravité (catastrophes naturelles, technologiques, attentats, accidents majeurs ou d'autres événements de même nature), imposant un engagement important des forces de sécurité, et ne permettant pas une planification du temps de travail des

personnels, des équipes d'intervention ou de soutien, il peut être dérogé aux garanties minimales de repos.

Dans ce cadre, l'autorité hiérarchique compétente assure une protection appropriée de la santé et de la sécurité des agents leur permettant de récupérer de la fatigue engendrée par le travail (organiser des rotations de repos par exemple).

## **Sous-Section 2**

### **En cas d'événements d'une gravité exceptionnelle et durables**

**Article 75 :** En cas d'événements d'une gravité exceptionnelle, susceptible de porter atteinte à la pérennité des institutions ou à l'intégrité du territoire, imposant un engagement durable et important des forces de sécurité, il peut être dérogé aux garanties minimales de repos.

Ces événements obligent néanmoins l'autorité hiérarchique compétente à assurer une protection appropriée de la santé et de la sécurité des agents dans toute la mesure du possible.

## **Section 4**

### **Les dérogations liées aux missions spécifiques**

**Article 76 :** En application de l'article 1, 4<sup>ème</sup> alinéa du décret n°2002-1279 du 23 octobre 2002 modifié, il est possible de déroger aux articles 10, 11, 12, 13, 16 et 17, du présent arrêté, lorsque l'adoption de mesures indispensable à la protection de la vie, de la santé ou de la collectivité est nécessaire et ce dans le cadre des missions suivantes :

- missions judiciaires ou de surveillance ou de renseignement,
- missions de paix et de sécurité publique,
- missions des agents en dehors de leur lieu habituel de travail et/ou pour l'accompagnement et la protection des personnalités.

## **Sous-section 1**

### **Les missions judiciaires ou de surveillance ou de renseignement**

**Article 77 :** Il pourra être dérogé aux garanties minimales lorsque l'exécution de ces missions ne peut être systématiquement préétablie du fait de l'imprévisibilité de l'événement, de la nécessité de maintenir la continuité du service public, d'exécuter des instructions particulières des services de justice, de diligenter des enquêtes longues, complexes, urgentes ou concomitantes.

**Article 78 :** Cette dérogation s'accompagne de deux obligations :

- la limite maximale est de 12 jours à compter du début de la mission pour les repos journaliers et de 21 jours pour les repos hebdomadaires,
- les agents seront obligatoirement neutralisés à l'issue de la mission et au plus tard après une période de 12 jours à hauteur des repos journaliers manqués et après une période de 21 jours à hauteur des repos hebdomadaires manqués.

## **Sous-section 2**

### **Les missions de paix et de sécurité publiques**

**Article 79 :** Il pourra être dérogé aux garanties minimales en cas de troubles à l'ordre public et à l'occasion de services d'ordre importants, générant un nécessaire engagement des effectifs sur une période donnée ou pour maintenir la continuité des missions de paix et de sécurité publiques qui ne peut être immédiatement assurée par l'organisation du service.

**Article 80 :** Cette dérogation s'accompagne de deux obligations :

- la limite maximale est de 12 jours à compter du début de la mission pour les repos journaliers et 21 jours pour les repos hebdomadaire,
- les agents seront obligatoirement neutralisés à l'issue de la mission et au plus tard après une période de 12 jours à hauteur des repos journaliers manqués et après une période de 21 jours à hauteur des repos hebdomadaire manqués.

### **Sous-section 3**

#### **Les missions des agents en dehors de leur lieu habituel de travail et/ou pour l'accompagnement et la protection des personnalités**

**Article 81 :** Il pourra être dérogé aux garanties minimales pour des missions spécifiques comme les missions d'escorte, les poursuites d'investigation hors résidence administrative, les renforts lors des grands événements, les forces supplétives en déplacement, les missions des services d'intervention et ceux chargés de la protection, lors des déplacements sur le territoire national ou à l'étranger.

**Article 82 :** Cette dérogation s'accompagne de trois obligations :

- les agents doivent bénéficier au plus tard et immédiatement après 12 jours de travail d'un repos hebdomadaire de 24 heures, dérogeant ainsi aux 35 heures de repos hebdomadaire, et de la restitution des repos journaliers manqués.
- les agents seront obligatoirement neutralisés à l'issue de la mission et les repos manqués restitués.
- les missions visées dans cet article doivent faire l'objet d'une validation et d'un contrôle par l'autorité hiérarchique, le temps de travail n'étant pas enregistré en temps réel dans l'application nationale.

## **Chapitre 2**

### **Restitution des repos manqués dans un cadre dérogatoire**

#### **Section 1**

##### **Définition des repos manqués**

**Article 83 :** Au cours de chaque période de 24 heures définie par le début de la prise de service, le repos journalier manqué s'interprète comme le différentiel entre le repos de 11 heures effectivement dû et celui constaté à la prise de service suivante.

**Article 84 :** En régime cyclique ou hebdomadaire, le calcul du repos hebdomadaire manqué de 35 heures s'effectue pour chaque période de 7 jours à compter de la prise de service du premier jour de la vacation définie dans l'annexe 1 et/ou du premier jour de la semaine civile selon le régime défini par note de service.

## Section 2

### Principes régissant la restitution des repos manqués

**Article 85 :** Les dérogations définies au chapitre 1 peuvent empêcher l'agent de disposer d'un repos journalier immédiat ou d'un repos hebdomadaire de 35 heures sur une période de référence de sept jours.

Ces repos manqués doivent être obligatoirement restitués immédiatement à l'issue de la mission sans pouvoir dépasser les périodes de références dérogatoires.

Les repos manqués doivent être obligatoirement compensés par des périodes de temps équivalentes.

**Article 86 :** Les repos journaliers manqués dans le cadre d'une dérogation s'apprécient sur la durée de la mission sans que celle-ci dépasse la période de référence maximale de 12 jours. Au cours de cette période de référence, une moyenne de 11 heures de repos journalier doit être respectée.

La restitution des repos manqués peut intervenir à l'issue de la mission ou de la période de référence, soit sur une période de repos ou congés, soit sur une période de travail.

Dans ce dernier cas, les heures supplémentaires (ou heures récupérables des personnels de la DCCRS) issues des services supplémentaires les ayant généré, seront utilisées.

**Article 87 :** Les repos journaliers manqués peuvent être restitués sur les modalités suivantes :

- la continuité du service permet une prise retardée sur la journée de travail suivante, de ce fait la prise de service est déplacée à hauteur du repos manqué,
- la continuité du service n'autorise pas une prise retardée immédiate mais permet une fin anticipée du service à hauteur du repos manqué,
- si, pour assurer la continuité du service il est impossible de raccourcir la journée de travail, le repos manqué interviendra sur le repos journalier suivant. Ces trois hypothèses peuvent être cumulatives.

**Article 88 :** Les repos hebdomadaires manqués doivent être immédiatement restitués à la fin de la mission ou de la période de dérogation. Ces repos manqués peuvent être accordés sur des journées de travail. Dans ce cas, les heures supplémentaires (ou heures récupérables des personnels de la DCCRS) issues des services supplémentaires ayant généré ces repos manqués, seront utilisées.

Le repos hebdomadaire manqué peut être également accolé au repos hebdomadaire de la période suivante. Dans ce cas, il sera restitué a minima 59 heures (11 heures + 24 heures + 24 heures). Si cette double période impacte une période travaillée, les heures supplémentaires seront utilisées selon le même principe.

## Section 3

### **Modalités particulières de restitutions des repos journaliers manqués des personnels du corps de commandement (CC) et administratifs, techniques et scientifiques (PATS) relevant de l'article 10 du décret 2000-815 du 25 août 2000**

**Article 89 :** Le supérieur hiérarchique doit restituer les repos journaliers manqués à l'issue de la période dérogatoire aux officiers ne relevant pas de l'article 10 du décret 2000-815 du 25 août 2000 et aux personnels administratifs, techniques et scientifiques relevant de l'article 10 du décret 2000-815 du 25 août 2000 lorsqu'ils ne bénéficient pas d'heures supplémentaires (ou heures récupérables des personnels de la DCCRS). A ce titre, des heures spécifiques leur seront octroyées à hauteur des repos manqués, dans le cadre de gestion de la marge d'adaptation spécifique (MAS).

## Section 4

### **Modalités particulières de restitutions des repos journaliers et hebdomadaires manqués des personnels du corps de conception et de direction (CCD) et du corps de commandement (CC) chefs de service (article 10 du décret 2000-815 du 25 août 2000)**

**Article 90 :** Les membres du corps de conception et de direction et les membres du corps de commandement chef de service article 10 du décret 2000-815 du 25 août 2000 ne sont pas concernés par la restitution des repos journaliers manqués mais doivent faire l'objet d'un suivi par le supérieur hiérarchique, afin de vérifier que le temps de travail ne soit pas préjudiciable à leur santé et sécurité. L'enregistrement du temps de travail permettra ce suivi.

**Article 91 :** Les personnels mentionnés à l'article ci-dessus sont également exclus de la restitution des repos hebdomadaires manqués, sauf dans le cadre d'une permanence sur deux repos consécutifs (voir article 55). A ce titre, ils bénéficient d'un décalage de repos à hauteur de 2 journées de travail qui doivent être prises dans les temps les plus rapprochés.

Le présent arrêté abroge toutes dispositions contraires contenues dans les arrêtés, circulaires, instructions et notes de services antérieures.

Les dispositions du présent arrêté prennent effet à compter du xxxx.

**-oo0oo-**

# ANNEXES

## Cycle 4-2 Jour à 8h10

### 3 Brigades de jour

4/2 Classique	1 <sup>ère</sup> semaine							2 <sup>ème</sup> semaine							3 <sup>ème</sup> semaine							4 <sup>ème</sup> semaine						
	L	M	M	J	V	S	D	L	M	M	J	V	S	D	L	M	M	J	V	S	D	L	M	M	J	V	S	D
<b>Brigade A</b>	M	M	M	M	RL	RC	AM	AM	AM	AM	RL	RC	M	M	M	M	RL	RC	AM	AM	AM	AM	RL	RC	M	M	M	M
<b>Brigade B</b>	RL	RC	AM	AM	AM	AM	RL	RC	M	M	M	M	RL	RC	AM	AM	AM	AM	RL	RC	M	M	M	M	RL	RC	AM	AM
<b>Brigade C</b>	AM	AM	RL	RC	M	M	M	M	RL	RC	AM	AM	AM	AM	RL	RC	M	M	M	M	RL	RC	AM	AM	AM	AM	RL	RC

4/2 Panaché	1 <sup>ère</sup> semaine							2 <sup>ème</sup> semaine							3 <sup>ème</sup> semaine							4 <sup>ème</sup> semaine						
	L	M	M	J	V	S	D	L	M	M	J	V	S	D	L	M	M	J	V	S	D	L	M	M	J	V	S	D
<b>Brigade A</b>	M	M	AM	AM	RL	RC	M	M	AM	AM	RL	RC	M	M	AM	AM	RL	RC	M	M	AM	AM	RL	RC	M	M	AM	AM
<b>Brigade B</b>	RL	RC	M	M	AM	AM	RL	RC	M	M	AM	AM	RL	RC	M	M	AM	AM	RL	RC	M	M	AM	AM	RL	RC	M	M
<b>Brigade C</b>	AM	AM	RL	RC	M	M	AM	AM	RL	RC	M	M	AM	AM	RL	RC	M	M	AM	AM	RL	RC	M	M	AM	AM	RL	RC

M = Matin    AM = Après-Midi

## Cycle 4-2 Nuit à 8h10

### 1 Brigade de nuit de 3 groupes

4/2 Nuit	1 <sup>ère</sup> semaine							2 <sup>ème</sup> semaine							3 <sup>ème</sup> semaine							4 <sup>ème</sup> semaine						
	L	M	M	J	V	S	D	L	M	M	J	V	S	D	L	M	M	J	V	S	D	L	M	M	J	V	S	D
<b>Gr. 1</b>	RC	DN	DN	DN	DN	RL	RC	DN	DN	DN	DN	RL	RC	DN	DN	DN	DN	RL	RC	DN	DN	DN	DN	RL	RC	DN	DN	DN
	N	N	N	N	RL	RC	N	N	N	N	RL	RC	N	N	N	N	RL	RC	N	N	N	N	RL	RC	N	N	N	N
<b>Gr. 2</b>	DN	DN	DN	RL	RC	DN	DN	DN	DN	RL	RC	DN	DN	DN	DN	RL	RC	DN	DN	DN	DN	RL	RC	DN	DN	DN	DN	RL
	N	N	RL	RC	N	N	N	N	RL	RC	N	N	N	N	RL	RC	N	N	N	N	RL	RC	N	N	N	N	RL	RC
<b>Gr. 3</b>	DN	RL	RC	DN	DN	DN	DN	RL	RC	DN	DN	DN	DN	RL	RC	DN	DN	DN	DN	RL	RC	DN	DN	DN	DN	RL	RC	DN
	RL	RC	N	N	N	N	RL	RC	N	N	N	N	RL	RC	N	N	N	N	RL	RC	N	N	N	N	RL	RC	N	N

N = Nuit    DN = Descente de Nuit

## Cycle 4-2 Compressé Jour à 8h10

### 3 Brigades de jour

	1 <sup>ère</sup> semaine							2 <sup>ème</sup> semaine							3 <sup>ème</sup> semaine						
	L	M	M	J	V	S	D	L	M	M	J	V	S	D	L	M	M	J	V	S	D
Brigade A	AM	AM	AM	RL	RC	M	M	M	M	RL	AM	AM	AM	AM	RL	RC	M	M	M	RL	RC
Brigade B	RL	RC	M	M	M	RL	RC	AM	AM	AM	RL	RC	M	M	M	M	RL	AM	AM	AM	AM
Brigade C	M	M	RL	AM	AM	AM	AM	RL	RC	M	M	M	RL	RC	AM	AM	AM	RL	RC	M	M

**M** = Matin    **AM** = Après-Midi

## Cycle 4-2 Compressé Nuit à 8h10

### 1 Brigade de nuit de 3 groupes

	1 <sup>ère</sup> semaine							2 <sup>ème</sup> semaine							3 <sup>ème</sup> semaine						
	L	M	M	J	V	S	D	L	M	M	J	V	S	D	L	M	M	J	V	S	D
Gr. 1	RC	DN	DN	DN	RL	RC	DN	DN	DN	DN	RL	DN	DN	DN	DN	RL	RC	DN	DN	DN	RL
	N	N	N	RL	RC	N	N	N	N	RL	N	N	N	N	RL	RC	N	N	N	RL	RC
Gr. 2	DN	RL	RC	DN	DN	DN	RL	RC	DN	DN	DN	RL	RC	DN	DN	DN	DN	RL	DN	DN	DN
	RL	RC	N	N	N	RL	RC	N	N	N	RL	RC	N	N	N	N	RL	N	N	N	N
Gr. 3	DN	DN	DN	RL	DN	DN	DN	DN	RL	RC	DN	DN	DN	RL	RC	DN	DN	DN	RL	RC	DN
	N	N	RL	N	N	N	N	RL	RC	N	N	N	RL	RC	N	N	N	RL	RC	N	N

**N** = Nuit    **DN** = Descente de Nuit

## Cycle 2/2 Jour à 11h08

### 1 Brigade de jour de 2 groupes

	1 <sup>ère</sup> semaine							2 <sup>ème</sup> semaine							3 <sup>ème</sup> semaine							4 <sup>ème</sup> semaine						
	L	M	M	J	V	S	D	L	M	M	J	V	S	D	L	M	M	J	V	S	D	L	M	M	J	V	S	D
<b>Gr. 1</b>	J	J	RL	RC	J	J	RL	RC	J	J	RL	RC	J	J	RL	RC	J	J	RL	RC	J	J	RL	RC	J	J	RL	RC
<b>Gr. 2</b>	RL	RC	J	J	RL	RC	J	J	RL	RC	J	J	RL	RC	J	J	RL	RC	J	J	RL	RC	J	J	RL	RC	J	J

J = Jour

## Cycle 2/2 Nuit à 11h08

### 1 Brigade de nuit de 2 groupes

	1 <sup>ère</sup> semaine							2 <sup>ème</sup> semaine							3 <sup>ème</sup> semaine							4 <sup>ème</sup> semaine						
	L	M	M	J	V	S	D	L	M	M	J	V	S	D	L	M	M	J	V	S	D	L	M	M	J	V	S	D
<b>Gr. 1</b>	RC	DN	DN	RL	RC	DN	DN	RL	RC	DN	DN	RL	RC	DN	DN	RL	RC	DN	DN	RL	RC	DN	DN	RL	RC	DN	DN	RL
	N	N	RL	RC	N	N	RL	RC	N	N	RL	RC	N	N	RL	RC	N	N	RL	RC	N	N	RL	RC	N	N	RL	RC
<b>Gr. 2</b>	DN	RL	RC	DN	DN	RL	RC	DN	DN	RL	RC	DN	DN	RL	RC	DN	DN	RL	RC	DN	DN	RL	RC	DN	DN	RL	RC	DN
	RL	RC	N	N	RL	RC	N	N	RL	RC	N	N	RL	RC	N	N	RL	RC	N	N	RL	RC	N	N	RL	RC	N	N

N = Nuit      DN = Descente de Nuit

## Cycle 3/3 Jour à 11h08

### 1 Brigade de jour de 2 groupes

	1 <sup>ère</sup> semaine							2 <sup>ème</sup> semaine							3 <sup>ème</sup> semaine							4 <sup>ème</sup> semaine						
	L	M	M	J	V	S	D	L	M	M	J	V	S	D	L	M	M	J	V	S	D	L	M	M	J	V	S	D
Gr. 1	J	J	J	RL	RC	RC	J	J	J	RL	RC	RC	J	J	J	RL	RC	RC	J	J	J	RL	RC	RC	J	J	J	RL
Gr. 2	RL	RC	RC	J	J	J	RL	RC	RC	J	J	J	RL	RC	RC	J	J	J	RL	RC	RC	J	J	J	RL	RC	RC	J

J = Jour

## Cycle 3/3 Nuit à 11h08

### 1 Brigade de nuit de 2 groupes

	1 <sup>ère</sup> semaine							2 <sup>ème</sup> semaine							3 <sup>ème</sup> semaine							4 <sup>ème</sup> semaine						
	L	M	M	J	V	S	D	L	M	M	J	V	S	D	L	M	M	J	V	S	D	L	M	M	J	V	S	D
Gr. 1	RC	DN	DN	DN	RL	RC	RC	DN	DN	DN	RL	RC	RC	DN	DN	DN	RL	RC	RC	DN	DN	DN	RL	RC	RC	DN	DN	DN
	N	N	N	RL	RC	RC	N	N	N	RL	RC	RC	N	N	N	RL	RC	RC	N	N	N	RL	RC	RC	N	N	N	RL
Gr. 2	DN	RL	RC	RC	DN	DN	DN	RL	RC	RC	DN	DN	DN	RL	RC	RC	DN	DN	DN	RL	RC	RC	DN	DN	DN	RL	RC	RC
	RL	RC	RC	N	N	N	RL	RC	RC	N	N	N	RL	RC	RC	N	N	N	RL	RC	RC	N	N	N	RL	RC	RC	N

N = Nuit      DN = Descente de Nuit

## Cycle 2/2/3-2/2/3 Jour à 11h08

### 1 Brigade de jour de 2 groupes

	1 <sup>ère</sup> semaine							2 <sup>ème</sup> semaine						
	L	M	M	J	V	S	D	L	M	M	J	V	S	D
<b>Gr. 1</b>	J	J	RL	RC	J	J	J	RL	RC	J	J	RL	RC	RC
<b>Gr. 2</b>	RL	RC	J	J	RL	RC	RC	J	J	RL	RC	J	J	J

J = Jour

## Cycle 2/2/3-2/2/3 Nuit à 11h08

### 1 Brigade de nuit de 2 groupes

	1 <sup>ère</sup> semaine							2 <sup>ème</sup> semaine						
	L	M	M	J	V	S	D	L	M	M	J	V	S	D
<b>Gr. 1</b>	RC	DN	DN	RL	RC	DN	DN	DN	RL	RC	DN	DN	RL	RC
	N	N	RL	RC	N	N	N	RL	RC	N	N	RL	RC	RC
<b>Gr. 2</b>	DN	RL	RC	DN	DN	RL	RC	RC	DN	DN	RL	RC	DN	DN
	RL	RC	N	N	RL	RC	RC	N	N	RL	RC	N	N	N

N = Nuit

DN = Descente de Nuit

## Cycle 2/2 Jour à 12h08

### 1 Brigade de jour de 2 groupes

	1 <sup>ère</sup> semaine							2 <sup>ème</sup> semaine							3 <sup>ème</sup> semaine							4 <sup>ème</sup> semaine						
	L	M	M	J	V	S	D	L	M	M	J	V	S	D	L	M	M	J	V	S	D	L	M	M	J	V	S	D
<b>Gr. 1</b>	J	J	RL	RC	J	J	RL	RC	J	J	RL	RC	J	J	RL	RC	J	J	RL	RC	J	J	RL	RC	J	J	RL	RC
<b>Gr. 2</b>	RL	RC	J	J	RL	RC	J	J	RL	RC	J	J	RL	RC	J	J	RL	RC	J	J	RL	RC	J	J	RL	RC	J	J

J = Jour

## Cycle 2/2 Nuit à 12h08

### 1 Brigade de nuit de 2 groupes

	1 <sup>ère</sup> semaine							2 <sup>ème</sup> semaine							3 <sup>ème</sup> semaine							4 <sup>ème</sup> semaine						
	L	M	M	J	V	S	D	L	M	M	J	V	S	D	L	M	M	J	V	S	D	L	M	M	J	V	S	D
<b>Gr. 1</b>	RC	DN	DN	RL	RC	DN	DN	RL	RC	DN	DN	RL	RC	DN	DN	RL	RC	DN	DN	RL	RC	DN	DN	RL	RC	DN	DN	RL
	N	N	RL	RC	N	N	RL	RC	N	N	RL	RC	N	N	RL	RC	N	N	RL	RC	N	N	RL	RC	N	N	RL	RC
<b>Gr. 2</b>	DN	RL	RC	DN	DN	RL	RC	DN	DN	RL	RC	DN	DN	RL	RC	DN	DN	RL	RC	DN	DN	RL	RC	DN	DN	RL	RC	DN
	RL	RC	N	N	RL	RC	N	N	RL	RC	N	N	RL	RC	N	N	RL	RC	N	N	RL	RC	N	N	RL	RC	N	N

N = Nuit      DN = Descente de Nuit

## Cycle 3/3 Jour à 12h08

### 1 Brigade de jour de 2 groupes

	1 <sup>ère</sup> semaine							2 <sup>ème</sup> semaine							3 <sup>ème</sup> semaine							4 <sup>ème</sup> semaine						
	L	M	M	J	V	S	D	L	M	M	J	V	S	D	L	M	M	J	V	S	D	L	M	M	J	V	S	D
Gr. 1	J	J	J	RL	RC	RC	J	J	J	RL	RC	RC	J	J	J	RL	RC	RC	J	J	J	RL	RC	RC	J	J	J	RL
Gr. 2	RL	RC	RC	J	J	J	RL	RC	RC	J	J	J	RL	RC	RC	J	J	J	RL	RC	RC	J	J	J	RL	RC	RC	J

J = Jour

## Cycle 3/3 Nuit à 12h08

### 1 Brigade de nuit de 2 groupes

	1 <sup>ère</sup> semaine							2 <sup>ème</sup> semaine							3 <sup>ème</sup> semaine							4 <sup>ème</sup> semaine						
	L	M	M	J	V	S	D	L	M	M	J	V	S	D	L	M	M	J	V	S	D	L	M	M	J	V	S	D
Gr. 1	RC	DN	DN	DN	RL	RC	RC	DN	DN	DN	RL	RC	RC	DN	DN	DN	RL	RC	RC	DN	DN	DN	RL	RC	RC	DN	DN	DN
	N	N	N	RL	RC	RC	N	N	N	RL	RC	RC	N	N	N	RL	RC	RC	N	N	N	RL	RC	RC	N	N	N	RL
Gr. 2	DN	RL	RC	RC	DN	DN	DN	RL	RC	RC	DN	DN	DN	RL	RC	RC	DN	DN	DN	RL	RC	RC	DN	DN	DN	RL	RC	RC
	RL	RC	RC	N	N	N	RL	RC	RC	N	N	N	RL	RC	RC	N	N	N	RL	RC	RC	N	N	N	RL	RC	RC	N

N = Nuit      DN = Descente de Nuit

## Cycle 2/2/3-2/2/3 Jour à 12h08

### 1 Brigade de jour de 2 groupes

	1 <sup>ère</sup> semaine							2 <sup>ème</sup> semaine						
	L	M	M	J	V	S	D	L	M	M	J	V	S	D
<b>Gr. 1</b>	J	J	RL	RC	J	J	J	RL	RC	J	J	RL	RC	RC
<b>Gr. 2</b>	RL	RC	J	J	RL	RC	RC	J	J	RL	RC	J	J	J

**J** = Jour

## Cycle 2/2/3-2/2/3 Nuit à 12h08

### 1 Brigade de nuit de 2 groupes

	1 <sup>ère</sup> semaine							2 <sup>ème</sup> semaine						
	L	M	M	J	V	S	D	L	M	M	J	V	S	D
<b>Gr. 1</b>	RC	DN	DN	RL	RC	DN	DN	DN	RL	RC	DN	DN	RL	RC
	N	N	RL	RC	N	N	N	RL	RC	N	N	RL	RC	RC
<b>Gr. 2</b>	DN	RL	RC	DN	DN	RL	RC	RC	DN	DN	RL	RC	DN	DN
	RL	RC	N	N	RL	RC	RC	N	N	RL	RC	N	N	N

**N** = Nuit    **DN** = Descente de Nuit

## Cycle Vacation forte Jour à 09h31 - « Lundi »

2 Brigades de jour de 2 groupes

	1 <sup>ère</sup> semaine							2 <sup>ème</sup> semaine							3 <sup>ème</sup> semaine							4 <sup>ème</sup> semaine						
<b>Brigade A</b>	<b>L</b>	<b>M</b>	<b>M</b>	<b>J</b>	<b>V</b>	<b>S</b>	<b>D</b>	<b>L</b>	<b>M</b>	<b>M</b>	<b>J</b>	<b>V</b>	<b>S</b>	<b>D</b>	<b>L</b>	<b>M</b>	<b>M</b>	<b>J</b>	<b>V</b>	<b>S</b>	<b>D</b>	<b>L</b>	<b>M</b>	<b>M</b>	<b>J</b>	<b>V</b>	<b>S</b>	<b>D</b>
<b>Gr. 1</b>	M	M	M	RL	RC	AM	AM	AM	RL	RC	M	M	RL	RC	AM	AM	AM	RL	RC	M	M	M	RL	RC	AM	AM	RL	RC
<b>Gr. 2</b>	AM	AM	AM	RL	RC	M	M	M	RL	RC	AM	AM	RL	RC	M	M	M	RL	RC	AM	AM	AM	RL	RC	M	M	RL	RC
<b>Brigade B</b>	<b>L</b>	<b>M</b>	<b>M</b>	<b>J</b>	<b>V</b>	<b>S</b>	<b>D</b>	<b>L</b>	<b>M</b>	<b>M</b>	<b>J</b>	<b>V</b>	<b>S</b>	<b>D</b>	<b>L</b>	<b>M</b>	<b>M</b>	<b>J</b>	<b>V</b>	<b>S</b>	<b>D</b>	<b>L</b>	<b>M</b>	<b>M</b>	<b>J</b>	<b>V</b>	<b>S</b>	<b>D</b>
<b>Gr. 1</b>	AM	RL	RC	M	M	RL	RC	AM	AM	AM	RL	RC	M	M	M	RL	RC	AM	AM	RL	RC	M	M	M	RL	RC	AM	AM
<b>Gr. 2</b>	M	RL	RC	AM	AM	RL	RC	M	M	M	RL	RC	AM	AM	AM	RL	RC	M	M	RL	RC	AM	AM	AM	RL	RC	M	M

## Cycle Vacation forte Jour à 09h31 - « Mercredi »

2 Brigades de jour de 2 groupes

	1 <sup>ère</sup> semaine							2 <sup>ème</sup> semaine							3 <sup>ème</sup> semaine							4 <sup>ème</sup> semaine						
<b>Brigade A</b>	<b>L</b>	<b>M</b>	<b>M</b>	<b>J</b>	<b>V</b>	<b>S</b>	<b>D</b>	<b>L</b>	<b>M</b>	<b>M</b>	<b>J</b>	<b>V</b>	<b>S</b>	<b>D</b>	<b>L</b>	<b>M</b>	<b>M</b>	<b>J</b>	<b>V</b>	<b>S</b>	<b>D</b>	<b>L</b>	<b>M</b>	<b>M</b>	<b>J</b>	<b>V</b>	<b>S</b>	<b>D</b>
<b>Gr. 1</b>	M	M	M	RL	RC	AM	AM	RL	RC	M	M	M	RL	RC	AM	AM	AM	RL	RC	M	M	RL	RC	AM	AM	AM	RL	RC
<b>Gr. 2</b>	AM	AM	AM	RL	RC	M	M	RL	RC	AM	AM	AM	RL	RC	M	M	M	RL	RC	AM	AM	RL	RC	M	M	M	RL	RC
<b>Brigade B</b>	<b>L</b>	<b>M</b>	<b>M</b>	<b>J</b>	<b>V</b>	<b>S</b>	<b>D</b>	<b>L</b>	<b>M</b>	<b>M</b>	<b>J</b>	<b>V</b>	<b>S</b>	<b>D</b>	<b>L</b>	<b>M</b>	<b>M</b>	<b>J</b>	<b>V</b>	<b>S</b>	<b>D</b>	<b>L</b>	<b>M</b>	<b>M</b>	<b>J</b>	<b>V</b>	<b>S</b>	<b>D</b>
<b>Gr. 1</b>	RL	RC	M	M	M	RL	RC	AM	AM	AM	RL	RC	M	M	RL	RC	AM	AM	AM	RL	RC	M	M	M	RL	RC	AM	AM
<b>Gr. 2</b>	RL	RC	AM	AM	AM	RL	RC	M	M	M	RL	RC	AM	AM	RL	RC	M	M	M	RL	RC	AM	AM	AM	RL	RC	M	M

M = Matin    AM = Après-Midi

## Cycle Vacation forte Jour à 09h31 - « Vendredi »

### 2 Brigades de jour de 2 groupes

	1 <sup>ère</sup> semaine							2 <sup>ème</sup> semaine							3 <sup>ème</sup> semaine							4 <sup>ème</sup> semaine						
Brigade A	L	M	M	J	V	S	D	L	M	M	J	V	S	D	L	M	M	J	V	S	D	L	M	M	J	V	S	D
Gr. 1	M	M	RL	RC	AM	AM	AM	RL	RC	M	M	M	RL	RC	AM	AM	RL	RC	M	M	M	RL	RC	AM	AM	AM	RL	RC
Gr. 2	AM	AM	RL	RC	M	M	M	RL	RC	AM	AM	AM	RL	RC	M	M	RL	RC	AM	AM	AM	RL	RC	M	M	M	RL	RC
Brigade B	L	M	M	J	V	S	D	L	M	M	J	V	S	D	L	M	M	J	V	S	D	L	M	M	J	V	S	D
Gr. 1	RL	RC	M	M	M	RL	RC	AM	AM	RL	RC	M	M	M	RL	RC	AM	AM	AM	RL	RC	M	M	RL	RC	AM	AM	AM
Gr. 2	RL	RC	AM	AM	AM	RL	RC	M	M	RL	RC	AM	AM	AM	RL	RC	M	M	M	RL	RC	AM	AM	RL	RC	M	M	M

M = Matin    AM = Après-Midi

## Cycle Vacation forte Nuit à 09h31 - « Mardi »

### 2 groupes de nuit

	1 <sup>ère</sup> semaine							2 <sup>ème</sup> semaine							3 <sup>ème</sup> semaine							4 <sup>ème</sup> semaine						
	L	M	M	J	V	S	D	L	M	M	J	V	S	D	L	M	M	J	V	S	D	L	M	M	J	V	S	D
Gr. 1	RL	RC	DN	DN	DN	RL	RC	DN	DN	DN	RL	RC	DN	DN	RL	RC	DN	DN	DN	RL	RC	DN	DN	DN	RL	RC	DN	DN
	RC	N	N	N	RL	RC	N	N	N	RL	RC	N	N	RL	RC	N	N	N	RL	RC	N	N	N	RL	RC	N	N	RL
Gr. 2	DN	DN	DN	RL	RC	DN	DN	RL	RC	DN	DN	DN	RL	RC	DN	DN	DN	RL	RC	DN	DN	RL	RC	DN	DN	DN	RL	RC
	N	N	RL	RC	N	N	RL	RC	N	N	N	RL	RC	N	N	N	RL	RC	N	N	RL	RC	N	N	N	RL	RC	N

## Cycle Vacation forte Nuit à 09h31 - « Jeudi »

### 2 groupes de nuit

	1 <sup>ère</sup> semaine							2 <sup>ème</sup> semaine							3 <sup>ème</sup> semaine							4 <sup>ème</sup> semaine						
	L	M	M	J	V	S	D	L	M	M	J	V	S	D	L	M	M	J	V	S	D	L	M	M	J	V	S	D
Gr. 1	DN	DN	RL	RC	DN	DN	DN	RL	RC	DN	DN	DN	RL	RC	DN	DN	RL	RC	DN	DN	DN	RL	RC	DN	DN	DN	RL	RC
	N	RL	RC	N	N	N	RL	RC	N	N	N	RL	RC	N	N	RL	RC	N	N	N	RL	RC	N	N	N	RL	RC	N
Gr. 2	RL	RC	DN	DN	DN	RL	RC	DN	DN	RL	RC	DN	DN	DN	RL	RC	DN	DN	DN	RL	RC	DN	DN	RL	RC	DN	DN	DN
	RC	N	N	N	RL	RC	N	N	RL	RC	N	N	N	RL	RC	N	N	N	RL	RC	N	N	RL	RC	N	N	N	RL

N = Nuit    DN = Descente de Nuit

## Cycle 4-2 Nuit UCL

### (3 vacations de 9h30 et 1 vacation de 4h10)

#### 1 Brigade de nuit de 3 groupes

4/2 Nuit	1 <sup>ère</sup> semaine							2 <sup>ème</sup> semaine							3 <sup>ème</sup> semaine							4 <sup>ème</sup> semaine						
	L	M	M	J	V	S	D	L	M	M	J	V	S	D	L	M	M	J	V	S	D	L	M	M	J	V	S	D
Gr. 1	RC	DN	DN	DN	DN	RL	RC	DN	DN	DN	DN	RL	RC	DN	DN	DN	DN	RL	RC	DN	DN	DN	DN	RL	RC	DN	DN	DN
	N	N	N	AM	RL	RC	N	N	N	AM	RL	RC	N	N	N	AM	RL	RC	N	N	N	AM	RL	RC	N	N	N	AM
Gr. 2	DN	DN	DN	RL	RC	DN	DN	DN	DN	RL	RC	DN	DN	DN	DN	RL	RC	DN	DN	DN	DN	RL	RC	DN	DN	DN	DN	RL
	N	AM	RL	RC	N	N	N	AM	RL	RC	N	N	N	AM	RL	RC	N	N	N	AM	RL	RC	N	N	N	AM	RL	RC
Gr. 3	DN	RL	RC	DN	DN	DN	DN	RL	RC	DN	DN	DN	DN	RL	RC	DN	DN	DN	DN	RL	RC	DN	DN	DN	DN	RL	RC	DN
	RL	RC	N	N	N	AM	RL	RC	N	N	N	AM	RL	RC	N	N	N	AM	RL	RC	N	N	N	AM	RL	RC	N	N

N = Nuit    NC = Nuit Courte    DN = Descente de Nuit

## Les réductions d'ARTT dues à certaines absences

La liste ci-après énumère les absences qui réduisent à due proportion les droits à l'acquisition annuelle de jours ARTT.

Cette réduction est désignée sous le terme générique de quotient réducteur.

Ces absences sont les suivantes :

- le congé de maladie, le congé de longue maladie et le congé de longue durée (à l'exception de ceux résultant d'un accident survenu ou d'une maladie contractée dans l'exercice ou à l'occasion de l'exercice des fonctions, ainsi que ceux résultant d'un accident de trajet ;
- le congé de formation professionnelle ;
- le congé pour accomplir une période d'instruction militaire ou d'activité dans la réserve civile ;
- le congé parental, le congé de présence parental ;
- la mise en disponibilité ;
- la cure thermique, lorsqu'elle ne fait pas suite à un accident survenu ou d'une maladie contractée dans l'exercice ou à l'occasion de l'exercice des fonctions, ainsi que ceux résultant d'un accident de trajet ;
- les autorisations d'absence pour soigner un enfant malade ou en assurer momentanément la garde ;
- les autorisations spéciales d'absence et les crédits d'heures accordés pour l'exercice d'une fonction publique élective ;
- les autorisations d'absence pour fêtes ou cérémonies religieuses ne coïncidant pas avec des jours fériés légaux ;
- la grève ;
- les autorisations d'absence accordées aux agents de l'Etat parents d'élèves ;

**En régime hebdomadaire**, le crédit annuel de jours ARTT sera amputé d'une demi-journée à chaque fois qu'un agent, en cours d'année civile, atteint en une seule fois ou cumulativement un nombre de jours d'absence du service (voir tableau ci-dessous) :

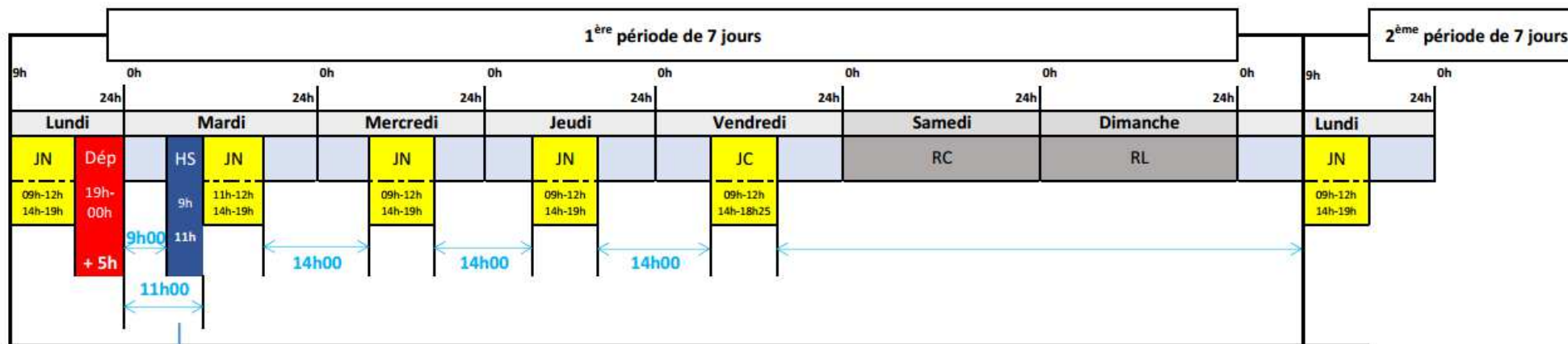
	REGIME HEBDOMADAIRE			
	40h30	39h25	39h00	38h00
<b>CCD</b>	6 jours	-	-	6 jours
<b>CC art.10</b>	6 jours	-	-	6 jours
<b>CAIOM et AAE art.10</b>	6 jours	-	6 jours	6 jours
<b>CC</b>	4 jours	-	-	7 jours
<b>CEA</b>	-	5 jours	-	7 jours
<b>PATS</b>	4 jours	-	5 jours	7 jours
<b>ADS</b>	4 jours	-	-	7 jours
<b>Contractuels</b>	4 jours	-	5 jours	7 jours

En régime cyclique, le crédit annuel de vacances ARTT sera amputé d'une vacation à hauteur de la durée moyenne journalière (DMJ) à chaque fois qu'un agent, en cours d'année civile, atteint en une seule fois ou cumulativement un nombre de jours d'absence du service (voir tableau ci-dessous) :

	REGIME CYCLIQUE				
	4/2 Classique 4/2 Panaché 8h10	4/2 Compressé 8h10	2/2-3/3- 2/2/3-2/2/3 à 11h08	2/2-3/3- 2/2/3-2/2/3 à 12h08	Vacation Forte
<b>CCD</b>	11	11	12	9	10
<b>CC art.10</b>	11	11	12	9	10
<b>CAIOM et AAE art.10</b>	11	11	12	9	10
<b>CC</b>	16	16	19	7	17
<b>CEA</b>	16	16	19	7	17
<b>PATS</b>	16	16	19	7	17
<b>ADS</b>	16	16	19	7	17
<b>Contractuels</b>	16	16	19	7	17

# Exemple de récupération de Repos journalier manqué par une prise retardée

Annexe 3.a  
(article 87)

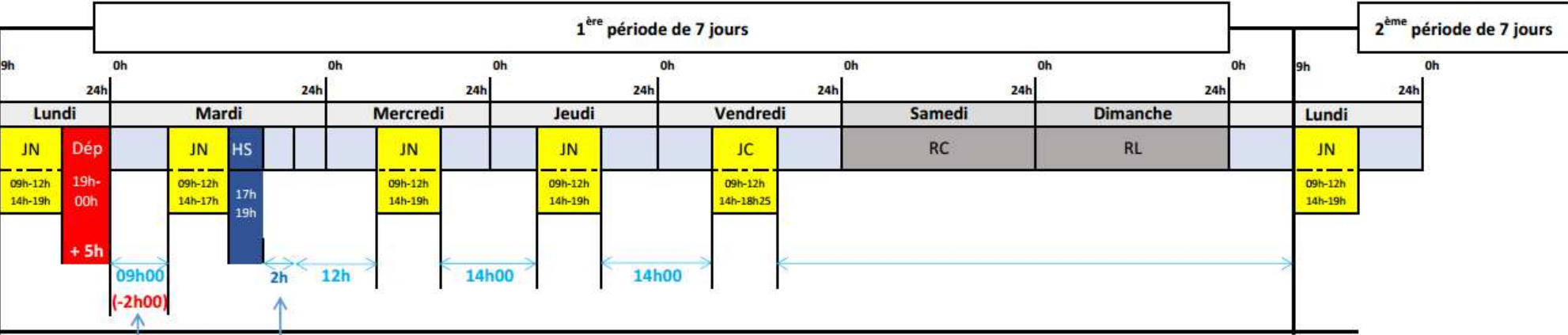


La compensation totale du dépassement (CEA) : 6h30 HS

Pour permettre le repos journalier de 11h00, une prise retardée de 2h00 sera accordée à l'agent. Ces heures seront déduites de son compte d'HS.

Exemple de récupération de Repos journalier manqué par un départ avancé

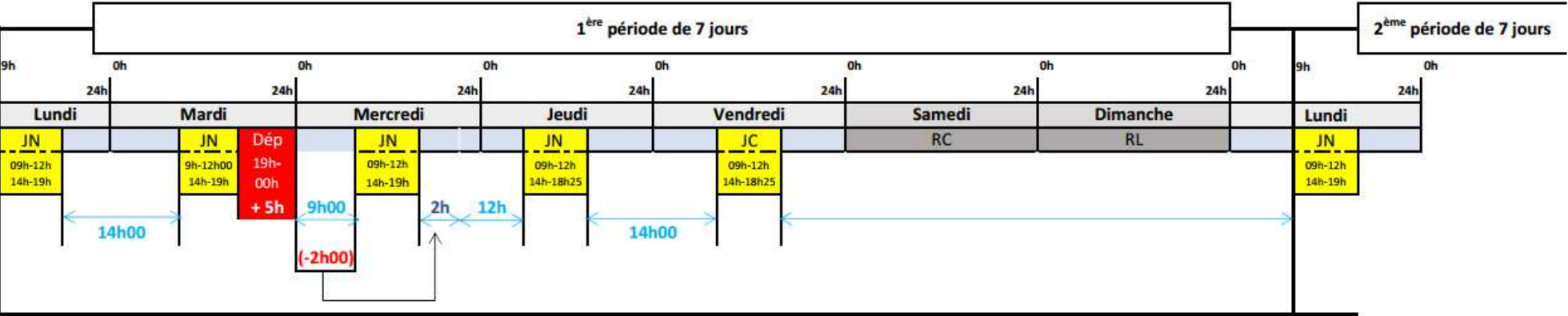
Annexe 3.b  
(article 87)



La compensation totale du dépassement (CEA) : 6h30 HS

Pour permettre le repos journalier de 11h00, un départ avancé de 2h00 sera accordée à l'agent. Ces heures seront déduites de son compteur d'HS.

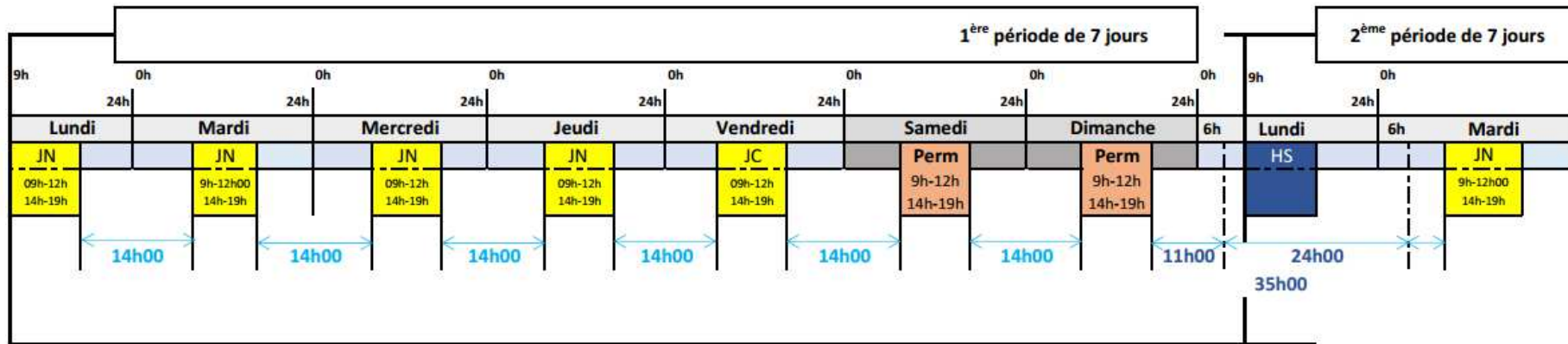
Exemple de récupération de Repos journalier manqué



La compensation totale du dépassement (CEA) : 6h30 HS

Les 2h00 de repos journalier manquées sont restituées au cours du repos journalier suivant.

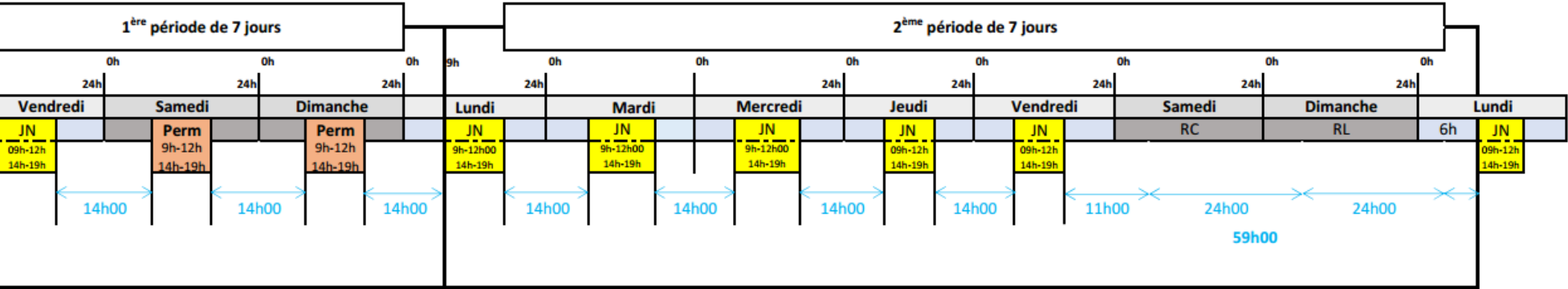
Exemple de récupération du Repos hebdomadaire manqué à l'issue de la permanence



La compensation totale de la permanence (CEA) : 24h00 HS  
 Le temps de repos journalier manqué est de : 0h00  
 Le temps de repos hebdomadaire manqué est de : 35h00

L'utilisation de 8h00 d'HS (le lundi) permet la récupération des 35h00 du repos hebdomadaire manqué

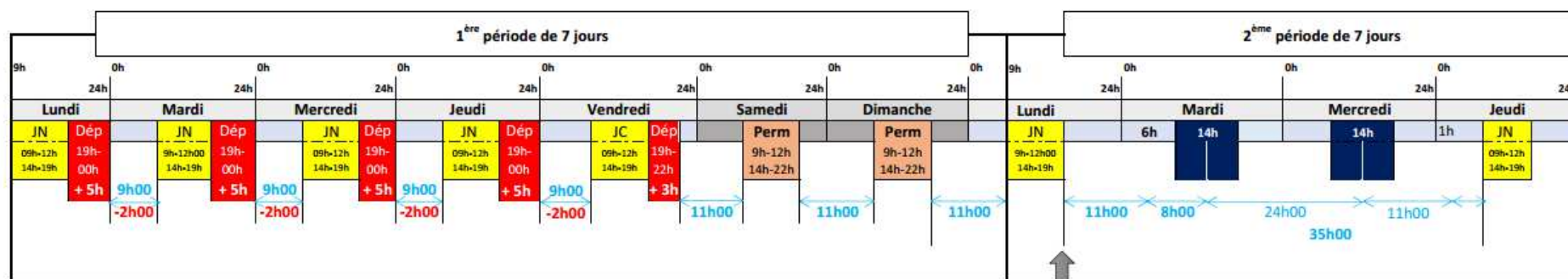
Exemple de récupération du Repos hebdomadaire manqué au cours du week-end suivant :



La compensation totale des dépassements et permanences (CEA) : 24h00 HS  
Le temps de repos journalier manqué est de : 0h00  
Le temps de repos hebdomadaire manqué est de : 35h00

Le week-end qui suit la permanence permet la restitution des 35 h00 de repos hebdomadaire manqué.

Exemple de récupération de Repos hebdomadaire et journaliers manqués dans un cadre dérogatoire



La compensation totale des dépassements et permanences (CEA) : 64h00 HS

Le temps de repos journalier manqué est de : 8h00

Le temps de repos hebdomadaire manqué est de : 35h00

La mission se termine le lundi à 19h00. Pour récupérer l'ensemble des repos manqués (journalier et hebdomadaire), l'agent doit être neutralisé pendant 43h (8h + 35h). 16h (mardi 8h et mercredi 8h) seront déduites des HS qui ont été générées l'occasion de la mission

